

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 4 AVRIL 1978 - N° 671

Commission paritaire N° 56 942 Tél : 636.73.76 1,70 F

Rencontre secrète Giscard-Schmidt

Quinze jours après les élections françaises dans lesquelles Schmidt voit avec satisfaction la garantie d'une continuité des relations franco-allemandes, les deux chefs d'Etat ont abordé dimanche, dans une intimité qu'ils affectionnent, les dossiers qui seront au centre du sommet européen de Copenhague des 7 et 8 avril prochains. Il y a tous les domaines où les Neuf piétinent, tel que le Marché commun de la pêche, toujours au point mort avec l'intransigeance de la Grande-Bretagne. Il y a, face à la concurrence américaine ou japonaise, les plans de restructuration à l'échelle européenne, notamment dans la sidérurgie, le textile, où sont programmés les licenciements de dizaines de milliers de travailleurs.

Les autorités de RFA, aux prises avec des grèves très importantes, entendent profiter du poids de leur pays sur le continent pour faire supporter les difficultés par leurs partenaires européens, et particulièrement la France dont il est le premier client et le premier fournisseur.

PARLEMENT

ORDRE DU JOUR: AUSTERITE

Ca y est, la chambre est rentrée ! Pendant des mois, partis de droite et de gauche se sont déchirés pour avoir le plus de représentants possible. Toute la semaine passée, les intrigues se poursuivent pour savoir qui monte-

rait sur le perchoir, du vieux routier Edgar Faure, ou du «sous-marin» Chaban. Giscard avait reçu tous les leaders de droite et de gauche et renommé Barre, premier ministre. Puis, il a rencontré son ami Schmidt. Une fois l'Assemblée en

place, il ne restera plus que le gouvernement à former...

Toute cette fébrilité pour continuer la même politique d'austérité, annoncée dès vendredi par Barre : *«Il est indispensable que l'effort que nous avons entrepris se poursuive»*. Et depuis des mois, des spécialistes de la hausse ont mis au point fort un programme qu'on nous égraine chaque jour. Après le pain, c'est maintenant le lait, les journaux et ce n'est qu'un début. Sur le plan du chômage, Beullac ne pourra cacher les 4 000 suppressions d'emploi annoncées vendredi chez Berliet, les 950 de la néogravure, avec des milliers d'autres. Tout cela, avant même la première réunion de l'Assemblée : pour l'essentiel, les décisions se prennent ailleurs. Une nouvelle législature de querelles et de divisions dans la majorité comme dans l'opposition, de lois qui peuvent rester bloquées des mois... Encore une législature de crise.

Assez ! disent les travailleurs, assez de promesses, assez de chômage et de hausses des prix. Assez de discours à droite sur l'«ouverture», à gauche sur des «négociations» !

BRETAGNE SAMEDI DE MANIFESTATIONS

Dans plusieurs villes de Bretagne, commencent à se constituer des comités anti-marée-noire qui ont pour but de faire payer le gouvernement et d'éviter la récupération du mouvement par la «gauche».

Les manifestations contre la marée noire ont repris samedi à Brest, à Saint Malo, Lorient, Saint Brieuc et Morlaix, rassemblant des milliers de jeunes et de travailleurs. Comme la semaine dernière, les flics n'ont pas hésité à charger très violemment la manifestation qui se dirigeait vers la préfecture de Brest, en utilisant des grenades lacrymogènes et des grenades offensives.

Alors que des milliers de volontaires affluent, c'est en tout, quatre pétroliers qui ont été surpris en train de dégazer au large. En ce qui concerne le navire soviétique arraisonné à Calais, l'agence TASS a eu le culot de déclarer que c'était une mesure injuste destinée à «détourner l'opinion» du désastre de l'Amoco Cadiz.



En page 4, lire notre dossier «Le Parlement et la fabrication des lois».

PINOCHET CENSURE ANTENNE 2



José Berzosa, après un reportage au Chili, devait commencer la diffusion sur Antenne 2 d'une série de quatre émissions *Impressions du Chili*. Dans ce reportage, il ne faisait pas d'historique et ne développait pas un point de vue élaboré sur la junte fasciste. Il se contentait d'interviewer des dignitaires du régime dont Pinochet lui-même, ainsi que ses conseillers (dont l'un le compare «élogieusement» à Franco) et de confronter leurs déclarations avec des images de la réalité du pays. Ce simple miroir a déplu à l'ambassade de Pinochet qui a porté plainte et a obtenu le report de l'émission ; on ne sait pas si elle passera. Après Brejnev qui avait fait interdire une *Tribune libre des Dissidents* l'année dernière, décidément ce sont les dictateurs qui font la loi à la télévision «libérale» avancée !

Contestation au PCF

(Lire en page 3)

Soutien à l'OLP : succès de la manifestation parisienne

(Lire en page 7)

Nigéria : test pour la politique africaine de Carter

Carter a voulu, en se rendant au Nigéria, donner une image nouvelle du rôle des USA en Afrique. C'est ainsi qu'il a déclaré vouloir organiser une conférence pour résoudre la question du Zimbabwe. Mais il n'a pas précisé s'il reprendrait pour cette réunion le plan anglo-américain accepté comme base de discussion par le Front Patriotique et s'il condamnerait le «réglement interne» de Smith.

Il a d'autre part dénoncé l'engagement des Cubains en Érythrée. Alors que, depuis des années, l'impérialisme US a lui-même soutenu l'annexion et l'occupation éthiopiennes, Carter prétend aujourd'hui s'intéresser à l'Érythrée pour continuer à s'ingérer dans les affaires du peuple érythréen.

(Lire en page 12)

EN AVANT POUR LES 120 MILLIONS

Créons un réseau de souscripteurs réguliers

Nous atteignons aujourd'hui 436 612F, cela représente des milliers, des dizaines de milliers de souscriptions modestes, d'ouvriers, d'employés, d'hommes et de femmes du peuple. Grâce à l'effort d'ampleur effectué, nous avons pu faire face aux dépenses importantes de la période précédant immédiatement les élections (même s'il nous reste encore aujourd'hui à couvrir une partie des dépenses engagées à cette occasion). Cela représente incontestablement un succès significatif. Grâce aux moyens financiers rassemblés nous avons pu tracer assez largement les perspectives révolutionnaires. Mais sur la base de ces acquis, il est nécessaire aujourd'hui de poursuivre la souscription pour atteindre les 120 millions. Si la période électorale a exigé beaucoup d'argent, elle n'a constitué pour les marxistes-léninistes qu'un moment de la lutte dans la bataille politique et pas le plus important.

Dans la situation politique modifiée au lendemain des élections, il nous faut renforcer nos moyens d'intervention dans la bataille politique. Cela signifie rassembler plus de moyens pour *Le Quotidien du Peuple*, pour améliorer sa qualité, sa ca-

pacité à rendre compte de l'actualité vivante, de développer des enquêtes, des reportages. Mais plus largement, c'est notre capacité d'intervention dans la bataille politique qu'il nous faut renforcer et cela exige de l'argent : pour diffuser systématiquement les idées révolutionnaires par affiches, tracts, pour organiser des réunions publiques, des meetings, pour prendre toutes les initiatives qu'exigeront les mois qui viennent.

Pour rassembler ces moyens, la souscription doit demeurer permanente. Il est nécessaire de solliciter tous ceux qui ont déjà contribué dans la dernière période, de leur proposer de devenir des souscripteurs réguliers. En effet, l'activité des marxistes-léninistes ne doit pas être seulement soutenue à un moment si elle exige des dépenses plus importantes, mais de façon continue. Créer aujourd'hui ce réseau de souscripteurs réguliers, telle est la condition pour se donner les moyens de faire face aux exigences de la lutte de classe.

Cela est possible, cela est déjà engagé... Poursuivons notre effort.
En avant vers les 120 millions !

LILLE	1 500				
Roubaix :					
Une déléguée CGT de Sartelys	100	19 ^e	400	de la Croix Rouse	130
Un ancien déporté	100		3 500	Collecte dans le 7 ^e arrt.	500
Un petit commerçant	200			Hôpital E. Herriot	80
Une autre déléguée CGT Sartelys	50	20 ^e Nord	470	Des militants pour la construction du Front de lutte	
Un ouvrier licencié	10		1 300	de la Croix Rouse	1 300
3 ouvriers	30	20 ^e SUD	515	Vente d'objets	900
Une ouvrière du textile	100		800	Collecte	1 230
Un couple	100	M.P.	1 000	Vaux en Velin	100
Un ouvrier de la Lainière	50	Un camarade	3 000	Collecte à Vaise	130
Un ouvrier de la Lainière	10	BANLIEUE NORD		Vénissieux	190
Une ouvrière de la Lainière	10	Michel	200	Collecte à Villefranche	1 000
Collecte dans un atelier de la Lainière	83,50	Jacky	50	Un paysan du Beaujolais	200
Collecte chez Peugeot	70	F.	5	Villeurbanne	
Un ouvrier du plastique	10	St Denis	185	Un syndicaliste	50
Un ouvrier d'une blanchisserie	10	Levallois	4 500	Un écologiste	10
Un ouvrier	12	St Ouen	2 600	Des camarades	40
Une ménagère	20	Nanterre	300	Collecte	300
Un ouvrier du bâtiment	30	Montreuil	6 960		87,50
Un ouvrier du bâtiment	10	Bondy	3 500		
Collecte dans la courée Montgolfier	30		1 615	SAINT ETIENNE	
Un communiste	50	BANLIEUE SUD	1 000	Un couple de sympathisants	200
Un instituteur	200	Cachan		Des hospitaliers	100
Un ouvrier ébéniste	100	C. Pour le front	150	Un travailleur	50
Collecte à une réunion	200	Villejuif		Une enseignante	50
C. ouvrière de la Redoute	250	A. Pour le front	200		100
M. ouvrier à la Lainière	220	JC et M pour le Front	300	Collectes	302
Collecte dans un atelier de la Lainière	120	Orsay		GIVORS	
	90	Un ingénieur	300	F.U.P. pour la construction du front	3 000
Albert :	1 300	Massy		GRENOBLE	
NORD	4 910	Des sympathisants pour le front	510	D.M.	100
Valenciennes P.L.	400	St Geneviève des Bois		MONTCEAU :	
CAEN	2 200	Un médecin	1 200	Un mineur de fond	30
	200		500	Un instituteur et sa femme	100
RENNES			730	Collecte à une réunion publique	100
Collecte	36	VITRY		Educatrice au chômage	100
J. Pierre	500	Vente d'objets fabriqués	100	Mineurs	30
Une employée	20	Montrouge		Collecte à une réunion publique	90
Vente d'objets	22	J.R.	1 000	Une camarade institutrice	50
Un étudiant	100	Draveil		Vente	20
Vente d'objets	85	F.J.	100	Un couple de retraités de la mine	100
Table de presse du PCRml	300	A.B.	350		
Soutien au meeting de la section de Rennes	470	Coulommiers		BOUCHES DU RHÔNE	
ST BRIEUC		B.t.	250	Martigues	
Les parents d'une camarade	100	Ventes d'objets	460	Une enseignante	100
Un lycéen	5		140	Fos	
Vente de disques	80		800	Les camarades de la CFEM	1 000
ST THEGONNEC B.C.	510		300	Nice	
ANGERS	2 800		450	Des camarades	1 000
			350	S.T.	87,50
TOURS-LA RICHE J.P.	300	DIJON		Des camarades	1 500
		B.P.	2 300		2 650
SAUMUR	2 800	MARNE		PAU	
			3 000	Un professeur	270
NANTES	800		5 400	Des militants du PCRml	180
	50		2 370	Une employée	120
	660	MULHOUSE		Une éducatrice	100
EVREUX	710	Un technicien	250	Un ouvrier	100
Un postier du centre de tri	200	Un magasinier de la SACM	10	Une étudiante	20
Un élève de l'école normale	100	Un syndicaliste de la SACM	20	Un étudiant	100
		Un magasinier de la SACM	50	Une ouvrière	200
PARIS		Un écologiste	1 000	Un chômeur	100
11 ^e -12 ^e :		STRASBOURG		Une employée	100
Vente aux puces	210	Un syndicaliste CFDT du CNRS	50	Une employée	10
Pour une extrême gauche très forte	400	Un ouvrier de General Motors	300	Un technicien du Gers	1 500
	155	Collecte à un meeting	60	Bordeaux	
13^e	820	Ventes d'objets	890	Une employée PTT	500
	800		950	BIARRITZ	
INSEE	700	RHONE LOIRE		Des progressistes	200
14^e	1 000	Lyon :		Muret	
	50	Lyon	1 620	P.B.D.	500
	1 420	Villeurbanne	1 320	LORRAINE	12 205
MALAKOFF	525	Vénissieux	1 200	Longwy	
	700	Vaux en Velin	2 200	Une enseignante	50
18^e	325	Un ouvrier de la Sygma	150	Une enseignante	350
		Un soldat	100	Bons de soutien au QDP	75
		Vente d'objets	210	Villeneuve	
		Un ouvrier	110	Camarades	180
		2 militants pour la construction du Front de lutte		Bons de soutien au QDP	350
					4000
				Total	136 200
				Total précédent	330 412
				Total général	436 612

CONTRADICTIONS AU SEIN DU PCF

Ces derniers temps, divers organes de presse ont publié des textes émanant de militants du PCF et remettant en cause la tactique de ce parti dans la période électorale, et plus particulièrement dans ses rapports avec le PS. La dernière affaire en date est la publication par le *Monde* de dimanche-lundi

Il y a eu la publication du «*Dialogue à l'intérieur du Parti communiste français*» de Molina (ancien secrétaire général de l'UEC) et Vargas (ancien rédacteur dans la presse révisionniste). On a fait également grand bruit autour d'un texte d'oppositionalistes du PCF signant sous le pseudonyme de Max Pierrat.

Rony, membre des comités de rédaction de *France Nouvelle* et de *La Nouvelle Critique* expose ses divergences dans *Le Monde*. Ce même journal publie également plusieurs lettres de militants de base du PCF. Des militants de l'UEC, qui s'expliquent dans *Politique Hebdo*, font circuler une pétition pour réclamer un congrès extraordinaire du PCF.

DIVERSITÉ

Ces différentes contestations n'expriment pas un même point de vue et n'ont pas les mêmes origines. Elles sont toutefois assez profondes dans le PCF puisque certains de ces «contestataires» ont eu des fonctions importantes au sein du PCF. Il y a des nuances entre ceux qui prétendent respecter le «centralisme démocratique» et d'autres qui appellent à constituer une fraction, comme c'est le cas de Max Pierrat (encore que l'existence effective de ce groupe soit sujette à caution, certains avançant l'hypothèse qu'il pourrait s'agir d'une provocation de la direction du PCF pour

repérer les oppositionnels).

Ces mises en cause publiques de la tactique de leur parti sont le fait, pour l'instant, d'intellectuels du PCF. On ne peut donc en conclure qu'ils représentent le point de vue de la base ouvrière, dont le mécontentement et les interrogations à l'égard de la politique du PCF ne peuvent pas trouver d'écho dans les journaux style *Le Monde*.

Toutefois, ces militants exposent leur position à propos de questions qui font problème à l'ensemble des militants du PCF.

de plusieurs lettres de militants de base du PCF, et la vive réaction de Leroy à cet étalage public des contradictions internes au PCF (*Humanité* de samedi). Que veut exactement ces «oppositionalistes» ?

MARCHAIS «TROP DUR POUR LE PS»

Divers opposants dont les prises de position sont actuellement publiées ont en commun, par delà la diversité de leurs points de vue, de critiquer les vives attaques de la direction de leur parti contre le PS. La plupart d'entre eux soulignent l'incohérence qu'il y a à attaquer de façon virulente le PS pendant six mois alors que celui-ci n'était pas plus social-démocrate qu'avant, pour ensuite, après avoir cassé la dynamique unitaire de

l'union de la gauche, signer un accord avec lui, accord on ne peut plus circonstanciel.

Plusieurs contestataires tendent à mettre au second plan la question du programme pour insister sur «l'unité à la base». *Paris-Hebdo*, journal parisien du PCF, met quant à lui l'échec de la gauche sur le compte de la division, mais sans critiquer le PS. Aussitôt après, Fiterman devant les responsables fédéraux du PCF renouvelait ses «explications». Mais cela n'a pas fait l'unanimité : c'est ainsi que, lors d'une assemblée de cellules du V^e arrondissement, le texte du rapport de Fiterman a été accueilli par un éclat de rire général.

ET MAINTENANT ?

Les commentateurs glissent sur les «tendances» qui se constitueraient dans le PCF et tentent de mettre des noms de dirigeants sur telle ou telle de ces tendances. C'est ainsi qu'on oppose traditionnellement la ligne «sectaire» qui serait incarnée par Fajon (et qui aurait triomphé lors de la polémique PCF-PS), et une ligne d'«ouverture» qui serait représentée par Paul Laurent. Certains des contestataires se réfèrent ouvertement à la «tendance Paul Laurent» et vouent aux gémonies la tendance sectaire, qui serait la plus liée à l'URSS.

Les limites de cette remise en cause de la tactique du PCF apparaissent assez nettement : pas question de contester le caractère réactionnaire de leur parti. Pas question même pour la plupart d'entre eux de remettre en cause la ligne du 22^e congrès : au contraire, ils s'en affirment les plus ardents défenseurs. Et ils ne comprennent pas le langage «dur» que le PCF a adopté dans la dernière période. Il est vrai que les efforts désespérés du PCF pour reprendre la prééminence dans la gauche ont été mal compris de militants qui n'avaient pas saisi la nécessité impérative pour le PCF, vu son projet politique, de renforcer sa position au sein de l'union de la gauche à la veille de son éventuelle arrivée au pouvoir.

Nul doute que les contestations vont encore se développer sur ce point, et sur bien d'autres. Mais pour toutes les questions que les masses posent aujourd'hui au PCF, la réponse est ailleurs que dans les textes des «oppositionalistes» qui ne donnent qu'une vision étriquée du malaise au sein du parti révisionniste.

François NOLET

Les fausses certitudes de Leroy

Roland Leroy, ce qui lui arrive rarement, prend la plume dans *L'Humanité* de samedi pour vilipender ceux qui constatent que le PCF s'est fourré (lui-même) dans une belle impasse. Après avoir pris pour cible un journaliste puis le secrétaire national du SNJ qui avait parlé de «trahison» à propos de l'attitude du PCF, Leroy écrit :

«Une véritable campagne se déploie désormais dans laquelle *Le Monde* voudrait se spécialiser dans l'accueil de confidences de quelques militants communistes critiquant leur parti. Alors que, comme le veut la démocratie, il y a discussion dans le parti sur la base de sa politique et sur la base des faits eux-mêmes...». Leroy, pas moins défensif que Fiterman dans son rapport poursuit : «Cette discussion prouve le contraire... ce qu'affirme A. Duhamel quand il décrit le PCF comme «enfermé dans une contradiction» ou «engagé dans une impasse». Elle confirme la validité et l'adaptation à la situation actuelle des conclusions du XXII^e Congrès du PCF : le large rassemblement des forces populaires pour pousser jusqu'au bout la démocratie pour un socialisme aux couleurs de la France.» Leroy méprise bien les militants de son parti, qui s'interrogent. S'il s' imagine qu'ils se satisferont de ses fausses certitudes...

Paris XX^e : marché de la Réunion

LE PCF A DU MAL A S'EXPLIQUER

L'animation est grande sur le marché populaire de la place de la Réunion, dans le 20^e arrondissement de Paris, où les habitants du quartier font leurs courses et prennent le soleil, ce dimanche matin. L'UOPDP tient un stand, avec des panneaux sur la marée noire et sur le bilan des élections. Les discussions sont nombreuses. Un militant du PCF aborde les militants de l'UOPDP. Très vite, les questions au PCF fusent, de la part des travailleurs qui s'attroupent. «Qu'est-ce que vous allez faire, maintenant que la gauche a perdu ? — Toujours pareil, on n'a pas d'autre tactique, on continuera à se battre pour l'Union. — L'Union ? Mais c'est fini ! Pendant 6 mois

vous n'avez pas arrêté de vous taper sur la figure, pour vous mettre d'accord en trois heures. Vous vous moquez du monde ! — On a eu raison de faire pression sur le PS. Regardez maintenant, ils sont prêts à se rapprocher de Giscard... Pendant près d'une heure les travailleurs présents essaieront en vain de savoir précisément comment le PCF escompte se sortir de cette contradiction, comment il peut espérer refaire venir à l'union un PS qui prend le large. «On n'a pas d'autre solution», dit le militant PCF. «Ça fait depuis 72 qu'on nous a dit d'attendre, lui rétorque-t-on, et le PCF a reculé ! Alors jusqu'à quand ?». Quelqu'un demande s'il va falloir

remettre ça pour 81... «On discute beaucoup maintenant dans nos cellules, on a peut-être fait une erreur, il faut voir où». Mais sur les perspectives c'est l'impasse. Beaucoup parmi ceux qui sont là, ont voté à gauche, et ont l'impression de s'être fait avoir. Ils réclament des comptes, sur les luttes bradées, sur la tactique suivie. De toute évidence, le PCF ne les convainc pas aujourd'hui, il se retrouve isolé, invectivé, ridiculisé. Un vieux travailleur demande : «Mais qu'est-ce qu'il est donc allé faire à l'Élysée, Marchais ?». Là encore, le rappel des déclarations d'«opposition» de Marchais, sur le perron présidentiel, ne convainc pas...

Correspondant

Assemblée nationale

Une session sous le signe des affrontements

La session parlementaire est donc ouverte officiellement depuis le 2 avril et pour une durée de 90 jours. Avec la session d'automne qui débute le 2 octobre, le Parlement ne siège, en tout, que la moitié de l'année, à moins qu'une session extraordinaire ne soit décidée. La période d'activité parlementaire est volontairement courte pour assurer entre temps la «tranquillité» du gouvernement et permettre aux députés de «travailler» dans leur circonscription...

Vote des lois et contrôle du gouvernement, telles sont les tâches qui incombent, d'après la constitution aux deux chambres. Dans la pratique, le Sénat et l'Assemblée nationale sont écartés du pouvoir effectif au profit de l'exécutif (voir notre article en page 4 : «Les mécanismes parlementaires»).

Mais, d'une certaine manière, le Parlement ne chôme pas. En 1974 par exemple, à la session d'automne, 34 textes législatifs en plus du budget avaient été votés, et pas des moindres : entre autres la loi sur l'avortement et celle sur les licenciements économiques. Un marathon auquel en général beaucoup se dispensent de participer, si on en croit le taux d'absentéisme...

Les 491 députés, du doyen Marcel Dassault, 84

ans, RPR, au benjamin Michel Barnier, 27 ans et également RPR, se sont placés dans l'hémicycle en respectant le protocole : ceux de droite à droite, et ceux de gauche à gauche.

Les derniers jours qui ont précédé cette nouvelle législature ont été, rappelons-le, fertiles en «événements» qui soulignent les divisions des partis bourgeois, à droite comme à gauche. La gauche n'a pas présenté de candidat unique pour la présidence de l'assemblée : Maurice Andrieux et Pierre Mauroy défendaient respectivement les couleurs du PC et du PS. A droite, Chaban-Delmas et Edgar Faure se sont livrés un combat sans merci jusqu'au dernier moment.

Quant aux postes de présidents de commissions, ils sont l'objet de convoitises de tous côtés. A défaut d'avoir obtenu la majorité des sièges à l'assemblée, Mitterrand et Marchais se rabattent bien sur quelques responsabilités parlementaires. Chirac ne l'entend pas de cette oreille et fait tout, dans cette affaire comme dans beaucoup d'autres, pour gêner la politique d'ouverture de Giscard.

De nombreux affrontements en perspective pour cette session parlementaire !

Marianne GIRARD

Les frontaliers alsaciens et la crise

L'INSEE vient de publier une étude sur les travailleurs alsaciens frontaliers. Il ressort de celle-ci que de mars 1975 à mars 1977, le nombre d'emplois a diminué pour eux de 15 %, en passant de 29 300 à 25 000. Le nombre d'emplois frontaliers qui ont disparu en Allemagne est de 7 %, mais de 21 % pour la Suisse. Il ressort ainsi que, une fois n'est pas coutume, les femmes ont été un peu moins frappées que les hommes.

En un an, le nombre des frontaliers en Suisse est passé de 14 000 à 12 800. 3 400 frontaliers ont été licenciés et il y a eu signature de 1 200 nouveaux contrats, ce qui fait ressortir un déficit de 2 200. On ne compte pour ainsi dire aucun Bas-Rhinois travaillant en Suisse, tandis que l'on compte 1 741 Haut-Rhinois qui se rendent en Allemagne. La plupart des frontaliers sont des ouvriers ou des employés.

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225, 75 924 Paris Cedex 19

LES MÉCANISMES PARLEMENTAIRES 2

LE PARLEMENT ET LA FABRICATION DES LOIS

La fabrication des lois

On nous raconte encore pompeusement que les députés ont «l'initiative des lois». C'est un peu moins simple !

1 - Dans toute une série de domaines importants (exemples récents : le renforcement de la police, le programme nucléaire), l'Assemblée n'a même pas été consultée.

Le gouvernement a en effet la possibilité, selon la Constitution, de gouverner par «décrets» sans passer par le Parlement, et il ne s'en prive pas.

2 - Sur des points importants, le président de la République peut court-circuiter le Parlement en organisant un «référéndum».

Deux poids, deux mesures

Dans le jargon parlementaire, il faut faire la différence entre :

- «les projets de lois» (présentés devant l'Assemblée par le gouvernement)
- «les propositions de lois» (présentées devant l'Assemblée par les députés).

Itinéraire d'une proposition de loi : une longue série d'obstacles

Avant qu'une proposition de loi soit discutée en assemblée :

1 - Il faut que le bureau de l'Assemblée se soit prononcé. Or il peut déclarer irrecevable (donc jeter au panier) toute proposition «qui entraîne l'augmentation des charges publiques ou une diminution des ressources publiques».

2 - Si la proposition a franchi ce premier obstacle, elle est numérotée, imprimée et distribuée.

Elle est envoyée pour examen à une des 6 commissions, qui peut soit la refuser, soit l'adopter telle quelle, soit y apporter des modifications («amendements»). Un «rapporteur» (désigné par la commission) présentera le projet devant l'Assemblée.

En 1977, 218 propositions de lois et 117

projets de lois ont été refusés en première lecture par les commissions.

3 - La discussion à l'Assemblée a lieu... quand c'est inscrit à l'ordre du jour.

On l'a vu, le gouvernement est prioritaire pour fixer les ordres du jour. Durée moyenne d'attente : 505 jours.

4 - Après discussion générale, si la proposition de loi est admise à l'Assemblée, elle va ensuite devant le Sénat. La navette entre les deux chambres dure jusqu'à ce qu'elles soient d'accord. En cas de conflit, le point de vue de l'Assemblée nationale l'emportera si le gouvernement lui donne son appui.

5 - Une loi adoptée n'est pas une loi appliquée

Ainsi en 1977, sur 35 propositions de lois adoptées, 19 seulement ont été promulguées.

- Le projet voté peut être bloqué par le gouvernement, qui peut faire appel au Conseil constitutionnel.

- Pour que la loi soit appliquée, il faut que le gouvernement fasse paraître les «décrets d'application». Là encore, de longs mois peuvent s'écouler.

D'autre part, les décrets d'application peuvent défigurer complètement la loi. Exemple : la loi Veil sur l'avortement (en elle-même fort restrictive) ; il a fallu attendre plusieurs mois les décrets d'application. Ceux-ci sont encore plus restrictifs que la loi elle-même.

Quelques chiffres

Lois adoptées par le Parlement entre juillet et août 77 437

Lois promulguées (donc applicables) pendant la même période 381

Le palmarès des députés

Le journal *Le Point* s'est amusé à publier récemment un palmarès des députés pour la période 1973-78. Par exemple, il a donné une note à tous les députés pour leur «travail législatif» (barème, par exemple : 20 points pour une simple intervention - 50 points pour le dépôt d'une proposition de loi - 200 points pour un rapport...)

Un courageux a 12 000 ; 9 autres ont entre 4 000 et 8 000, l'écrasante majorité a moins de 1 000.

83 députés ont, en tout (pour 5 ans), moins de 200 points et 23 députés ont... 0.

Des indemnités... intéressantes

Pour pouvoir, selon les textes, exercer son mandat en toute indépendance et permettre à tous les citoyens d'être député, le parlementaire reçoit une indemnité.

Elle est d'environ 15 000 francs par mois, dont la moitié seulement est imposable. Il faut y ajouter 5 300 F par mois pour «frais de secrétariat» et 4 200 F pour financer le coût d'un collaborateur.

Chaque député bénéficie en plus de toute une série d'avantages (bureau individuel équipé, franchise postale, téléphone gratuit pour Paris et sa circonscription, voiture de service, RATP gratuite, chaque année 30 à 40 aller et retour gratuits en avion entre Paris et sa circonscription + 4 aller et retour avion gratuits au choix...)

Sans compter les «enveloppes» touchées pour divers petits services : interventions discrètes dans les ministères etc.

Un moyen efficace de corruption (si nécessaire).

Devant 4 ou 5 députés endormis..

Il n'est pas rare de voir à la télévision des débats se dérouler devant 4 ou 5 députés endormis, des rangées et des rangées de bancs vides.

C'est le contraire qui est tout à fait exceptionnel. Il y a affluence dans les grandes occasions.

C'est dire combien les députés accordent de l'importance au Parlement !

Régulièrement, les formations politiques «moralisent» et «s'indignent» devant cette attitude, mais n'en continuent pas moins à désertifier l'Assemblée.

Théoriquement, les députés absents ont des retenues sur leurs indemnités, mais la sanction n'est pas appliquée.

Avec le nouveau système de «vote électronique», chaque député a une clé pour voter. En fait, il y a un député à qui les autres députés de son groupe donnent leur clé afin qu'il vote pour eux. Le système est illégal, mais tout le monde le pratique et ferme les yeux.



Sans chercher très loin dans les statistiques, le nombre de propositions de lois adoptées est ridicule par rapport au nombre de projets de lois (du gouvernement) adoptés.

Année 1977

Total des projets de lois déposés en 77 204
adoptés 144
en instance au 31 déc. 77 60

Total des propositions de lois déposées en 77 1 265
adoptées 35
promulguées 19
rejetées 1
en attente au 31 Décembre (donc pas encore discutées) 1 229

Année 1977

Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive :

Durée moyenne
Projets de lois 166 jours
Propositions de lois 505 jours

Exemples de lois votées mais bloquées par le gouvernement

Une commission sénatoriale, dans un rapport de mai 1975, citait plus d'une dizaine de lois adoptées en 1972 et 73 et toujours bloquées dans les tiroirs d'un ministère. Par exemple :

- la loi de décembre 72 garantissant aux travailleurs des colonies françai-

ses une rémunération mensuelle minimale,

- la loi de décembre 72 sur l'amélioration des conditions de travail,

- la loi de juillet 73 sur l'assurance vieillesse des personnes non sala-

riées agricoles etc.

Moyens d'action du gouvernement à l'Assemblée

Ils sont très importants. Entre autres :

- D'abord, nous l'avons vu, le gouvernement est prioritaire pour fixer l'ordre du jour des projets et propositions de lois à discuter.

- Les membres du gouvernement peuvent prendre la parole quand ils le

désirent.

- Ils peuvent présenter des amendements.

- Le gouvernement peut demander un vote bloqué (il empêche ainsi les députés de proposer des «amendements» pour une loi).

Moyens de contrôle du gouvernement par les députés

A part les questions orales ou écrites (il y en a 20 000 par législature !), les députés peuvent créer des commissions spéciales d'information, de contrôle, d'enquête. Mais c'est très rare. En 1977, il y a eu une seule «commission spéciale» (sur la taxe professionnelle)

Le seul véritable pouvoir des députés est la motion de censure. Elle est à l'initiative des députés et doit être

présentée par au moins 1/10 de ceux-ci. Elle n'est acceptée que si elle obtient la majorité absolue. Dans ce cas, le gouvernement doit démissionner. Le président de la République décide alors, soit de dissoudre l'Assemblée, soit de nommer un nouveau gouvernement.

Un tel cas ne s'est produit qu'une fois sous la V^e République, en 1962.

● Au moment où chaque parti de gauche réfléchit à la tactique qu'il va adopter après l'échec du 19 mars, les déclarations de ceux qui, dans les états-majors, élaborent la politique de ces partis, sont édifiantes.

Au PS comme au PCF, la tactique est incertaine. Comme au PCF des courants divers traversent la

direction du PS, mais à la différence du PCF cela se déroule quasiment à visage découvert et chaque leader de tendance n'hésite pas à exprimer publiquement son point de vue propre. A la fin de la semaine dernière Mauroy, député maire de Lille et numéro deux du PS répondait aux questions de *Politique Hebdo* et dimanche soir, il était l'hôte du «Club de la presse» d'Europe 1.

LA TACTIQUE SOCIALISTE SELON MAUROY

Une «union de la gauche» sans programme commun

L'interview accordée à *Politique Hebdo* est intéressante à un double point de vue : ce que Mauroy dit de l'avenir de la gauche et ce qu'il dit par ailleurs des rapports avec la minorité du PS, le CERES.

Passons rapidement sur les justifications apportées à la visite de Mitterrand à l'Élysée. «Si cela peut faire progresser la démocratie», dit en substance Mauroy, ce qui veut dire : «Si cela permet de sonder l'autre rive pour jeter une passerelle...»

Plus nouveau est ce qui concerne la minorité du PS. A l'évidence, Mauroy veut «dépassionner» le débat. Il affirme : «L'unité avant tout (...) Je ne saurais être de ceux qui disent : les minoritaires sont insupportables, qu'ils aillent ailleurs.» Il poursuit : «Il n'est pas mauvais qu'une minorité et une majorité se stimulent mutuellement. (...) Pendant la campagne électorale, les dirigeants de la majorité et de la minorité étaient au coude à coude. Il est dans l'intérêt du PS tout entier que cette solidarité se prolonge.»

Mauroy se montre d'autant plus «unitaire» qu'il tend à souligner que le CERES est assez déboussolé ces derniers temps : «Ses incartades sont inver-

sement proportionnelles à ses incertitudes (...) Les dirigeants de la minorité sont plus à l'aise pour rappeler leur «clairvoyance» passée que pour émettre aujourd'hui des propositions neuves.»

LES «PROPOSITIONS» DE MAUROY QUELLES SONT-ELLES ?

Il ne nie pas que le programme commun est mort : «Le texte lui-même a perdu sa part de crédibilité du jour où le PCF a refusé une actualisation raisonnable». Cependant, estime Mauroy, unilatéral, «les conditions qui ont amené le PS à choisir l'Union de la gauche n'ont absolument pas varié»; donc, il faut, selon lui, maintenir l'Union de la gauche d'une manière ou d'une autre. Mais on ne peut pas recommencer comme en 72. «Ce n'est pas l'union qu'il faut mettre en cause, c'est sa forme et son usage. Il ne faut plus qu'un accord programmatique, daté et scellé pour un temps donné, masque les identités de chaque partenaire, amoie drisse sa capacité de proposition.»

Puis le maire de Lille confirme que le PS va s'engager dans la définition de ses propres objec-

tifs et mettra notamment l'accent sur la régionalisation : «Il faut savoir dépasser une attitude excessivement jacobine».

Soyons sûrs que, quand Mauroy parle d'union de la gauche sans le programme commun, il ne parle pas qu'en son nom propre.

François MARCHADIER



La situation politique n'encourage pas les socialistes genre Mauroy à prendre des risques. Retenons pourtant trois choses de sa prestation au club de la presse : le PS, selon Mauroy, reste attaché à l'Union de la gauche ; «si, par hypothèse, le PS renonçait à l'Union de la gauche, il déprimerait.» Tout

«Tâche prioritaire» en direction des entreprises

en affirmant cela, il confirme qu'il n'y aura plus de programme commun.

En second lieu, du point de vue de la vie interne du PS, il a annoncé qu'au congrès de 1979, pour la première fois, les désignations aux différentes instances se feraient indépendamment de l'origine politique des militants concernés. On sait en effet que jusqu'à présent, la règle, c'était le «dosage» entre ceux qui étaient issus de la SFIO, de la Convention des Institutions Républicaines, etc.

Enfin, Mauroy a confirmé des bruits qui couraient selon lesquels le PS ferait un effort particulier —Mauroy a même dit que ce serait «la tâche prioritaire»—, en direction des entreprises.

Dans le même ordre

d'idées, Mauroy affirme qu'il a décidé de nouer des contacts plus réguliers avec les syndicats, c'est-à-dire, étant donné les relations de la CGT avec le PCF, plus spécialement avec la CFDT et FO.

Enfin, c'est toujours un indice de l'état de l'«union», Francette Lazard qui avait été déléguée par *L'Humanité* pour interroger le numéro 2 du PS s'est montrée passablement agressive. Elle voulait faire clairement dire à Mauroy que le PS abandonnait le programme commun.

L'Humanité pourra d'ailleurs consacrer un éditorial pour dissenter sur cette déclaration sans ambiguïté : «La social-démocratie, ce n'est pas moi qui vais le critiquer. Je considère qu'elle a apporté ce qu'il y a de meilleur (...)»

«Conseil national» du P.R.

500 personnes se réunissent à l'appel du PR le 2 avril. Non, ce n'est pas un meeting mais le «conseil national» de cette formation. Le meilleur moyen de garder les gens, doit se dire Soisson, c'est de leur donner des responsabilités... Qui sont ces cinq cent personnes ? Les élus (députés et sénateurs), les élus des grandes villes, des dirigeants de fédérations, ainsi que «des personnalités soutenant l'action du président et connues pour leur compétence».

Lutte Ouvrière : l'heure des bilans

Vendredi 31 mars, à la Mutualité, dans le même édifice et à la même heure que le meeting de la GUPS pour le soutien aux peuples palestinien et libanais, L.O. tenait meeting pour exposer ses vues sur la période post-électorale. Après les diatribes contre «les milliardaires, les gros possédants», Arlette Laguiller regretta la victoire de la droite, droite qui «a réussi à faire redouter la venue de la gauche au pouvoir à des petites gens», etc... Mais, tout de même, a-t-elle tenu à dire : si la gauche était passée, elle aurait fait la même politique que la droite. Un peu contradictoire quand même avec l'appel entre les deux tours non seulement à voter pour les candidats de gauche, mais même à convaincre des «petites gens» qui auraient eu peur que la gauche leur prenne leurs champs et leurs petits commerces.

L.O. regrette bien que la gauche ne soit pas arrivée au pouvoir, car «les choses auraient été plus claires» pour les travailleurs qui auraient pris conscience de la nature de la gauche au pouvoir. Pourtant, il est clair que cette dangereuse «expérience» n'est pas la condition pour que les masses s'interrogent, comme le montrent les questions qui se font pressantes, y compris à l'intérieur du PCF.

Pour finir, Arlette Laguiller a proposé comme objectif «d'arracher plusieurs milliers de militants au PS et au PCF». Reste à savoir si les militants des partis de gauche en rupture avec leurs partis vont se reconnaître dans une organisation qui ne propose aucun projet de société, qui n'a pas hésité à faire une campagne de style très poujadiste, qui n'a d'autre programme qu'un appel fort vague à la lutte et envisage la mobilisation essentiellement dans les périodes électorales.

Jean Daniel : l'opposition comme Giscard l'aime

A travers le point de vue de Jean Daniel, le rédacteur en chef du *Nouvel Observateur*, c'est la tendance la plus droitière de la social-démocratie qui nous livre un peu de ses réflexions.

Son dernier éditorial est évidemment consacré à l'ouverture giscardienne. On peut y lire : «(...) Quant à nous, nous l'attendons sur deux points-tests, où il lui sera loisible de faire ses preuves de novateur, véritable rénovateur : la réforme fiscale et la réforme de l'entreprise. Elles sont prêtes, il n'y a plus qu'à les tirer des tiroirs où les ont enfouis les servants du capitalisme sauvage (...) Nous ne lui demandons pas d'appliquer notre programme mais le sien. Ce serait le début de la démocratie économique (...) Pour le moment, conclut l'éditorial, la balle est dans le camp de Giscard, nous aurons tout le temps de la reprendre.» On ne saurait mieux dire que Giscard trouve dans une frange non négligeable de ceux qui se reconnaissent dans le PS, une oreille favorable. Leur «société nouvelle», leur «socialisme» n'est donc que la réforme de l'entreprise façon Sudreau et la réforme fiscale, c'est-à-dire l'imposition un peu accrue des fortunes au dessus de plusieurs dizaines de millions...

Blois : refuser de voter le budget primitif

A Blois, ville de Sudreau, le conseil municipal a refusé de voter le budget primitif car il ne connaît pas les ressources dont il pourra disposer.

Ce n'est pas la première fois qu'il y a des incidents imputables au budget de cette ville. Sudreau affirme que le refus des conseillers est motivé par des «raisons techniques et non politiques».

J.-J. S.-S. : élection officiellement contestée

Officiel : Tondon, le candidat socialiste malheureux contre JJ SS dans la 1^{ère} circonscription de Meurthe et Moselle, a déposé un recours contre lui et un groupe d'électeurs. JJ SS n'a été réélu qu'avec 22 voix d'avance. Tondon affirme que la circonscription comptait 17 inscriptions irrégulières de Français de l'étranger et que JJ SS aurait fait distribuer un tract dans la nuit du samedi au dimanche, alors que la campagne était terminée.

Pays Basque : l'Aberri Héguna

Dimanche dernier, a eu lieu dans plusieurs villes du Pays basque, l'Aberri Héguna (journée de la Patrie). C'est la première fois depuis la guerre civile d'Espagne de 1936-1939, que cette fête était permise par le gouvernement. (Elle avait lieu, malgré les interdictions, les années passées). Du côté nord, occupé par l'Etat français, un rassemblement a eu lieu au sommet de la Rhême, montagne près de St Jean de Luz.

De nombreux militants s'y sont rendus à pied, en dépit de la distance et du mauvais temps.

Une prise de parole a eu lieu devant des centaines de manifestants, pour protester contre l'arrestation, au mois de décembre dernier, d'un camarade révolutionnaire basque, Xan (Jean-Claude Marguault) et de Alberto Mendiguren. Tous deux croupissent dans la prison de Bayonne dans des conditions lamentables.

La foule a scandé des slogans de liberté pour Xan et Alberto, que vive le Pays basque libre et socialiste !

A St Sébastien, des manifestants ont eu à subir les forces de répression policières pour avoir porté des autocollants indiquant leur soutien à l'E.T.A. (Euskadi Ta Askatasuna : Pays basque et liberté).

Correspondant UOPDP St Jean de Luz

Heure d'été :

L'économie d'un Amoco-Cadiz

Depuis dimanche matin l'heure officielle a pris de l'avance, nous sommes passés à l'heure d'été. Singulière mesure que celle d'avancer toutes les horloges d'une heure pour économiser de l'énergie. Une mesure qui éviterait la dépense de 250 000 tonnes équivalent pétrole ! Alors que le capitalisme est une société de gaspillage, dû à son système anarchique de développement. Ainsi tous les jours ce sont des tonnes des mêmes marchandises qui se croisent sur les mêmes voies de communications par toutes sortes de moyens de transport. Ce sont des procédés actuels de fabrication qui englobent des tonnes d'énergie, négligeant d'autres procédés moins voraces mais... jugés moins rentables ! C'est pour servir la soif des appétits des grands trusts et autres piliers du système capitaliste, le développement privilégié de sources énergétiques coûteuses et actuellement dangereuses, telle l'énergie nucléaire laissant de côté des secteurs jugés moins rentables, tels celui de la houille qu'elle soit noire ou blanche, ou celui de l'énergie solaire, qui n'a pas encore

fait ses preuves de rentabilité. L'heure : mesure dérisoire à la mesure du système où nous vivons, une heure pour économiser l'équivalent... du chargement d'un Amoco-Cadiz ! Mesure d'autant plus dérisoire que c'est aussi la consigne donnée par soucis d'économie aux pétroliers : raser les côtes, qui a abouti entre autres à l'échouage même du super tanker ! Combien de tonnes équivalent pétrole seront nécessaires pour éliminer les traces de la marée noire en Bretagne ? Gageons que Becam, le secrétaire d'Etat ne répondra pas à cette question !

Mais les ouvriers agricoles savent eux ce que cette heure d'été leur coûte : c'est le prétexte à une heure de travail de plus chaque jour ! En effet, quelle que soit la saison, les travailleurs des champs, debout très tôt le matin pour des tâches très pénibles, ne cessent le travail que lorsque le soleil se couche. Car pour l'immense majorité des travailleurs agricoles, où le syndicalisme de classe reste peu développé, les journées sont à rallonge : l'horaire d'été les allonge d'une heure !

Inondations dans la région parisienne



Lente amélioration dans les inondations qui touchent la région parisienne. En Seine et Marne, elles restent cependant les plus importantes que la région ait connues depuis 1870. Plus d'un millier d'habitations ont été touchées par la montée de la Marne, et plusieurs routes ont été coupées, ainsi que certaines voies SNCF, empêchant toute circulation. Mais si la Marne et le Loing ont amorcé leur décrue, la Seine à son tour se fait menaçante. La région entre Montereau et Corbeil risque de se voir bientôt les pieds dans l'eau. A Melun, certains habitants sont maintenant ravitaillés par les pompiers et ne se déplacent plus qu'en barque. L'armée a été mobilisée pour venir éventuellement en aide à la population de Villeneuve Saint-Georges qui risque d'être touchée par cette montée des eaux imprévue.

Toujours des mesures dérisoires pour tenter de masquer l'incapacité des responsables. En attendant des mesures conséquentes, les inondations continuent régulièrement de faire leurs ravages.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Marée noire : LES RESPONSABLES DOIVENT PAYER

● Le mouvement de colère contre la marée noire s'amplifie et se structure. A Saint-Brieuc, le GEPN (Association de Protection de la Nature) avait convoqué une réunion large la semaine dernière. A cette première réunion trônaient les dirigeants de cette association, connus pour leurs sympathies à gauche, ainsi que des membres de la municipalité de Saint-Brieuc (PS). Le tract qu'ils proposaient était ouvertement favorable à la gauche. Face à ces tentatives de la gauche de prendre la direction du mouvement anti-marée noire, un grand nombre de participants a remis en cause cette orientation et décidé la constitution d'un Comité anti-marée noire.

Le comité anti-marée noire a déjà réuni à 2 reprises une centaine de personnes. Il affirme très nettement sa volonté d'indépendance par rapport à tous les partis, y compris ceux de la gauche, qui suscitent la méfiance. A la

sable, l'Etat complice», «Profit égal pollution». En passant devant le commissariat, les flics se voient invités par de vigoureux mots d'ordre, à prendre le seuil et la pelle ! On a entendu aussi «Des flics y en a trop, des oiseaux y en

les 2 bidasses, notamment sur la question du bénévolat. Les manifestants vont ensuite au Centre Charner, où la Jeunesse et les Sports ont ouvert une antenne pour le recrutement de bénévoles ; un petit nombre de manifestants est alors monté et a «chahuté» les locaux.

Cette question du bénévolat commence à être au centre des préoccupations ici ; le Comité pour l'instant n'a pas encore pris de position précise : peut-on se contenter de refuser le recrutement de volontaires, ou doit-on y aller en exigeant un certain nombre de revendications (salaires, embauche de chômeurs, paiement de primes aux soldats pour leur tra-

mobilisés avec leurs tonnes à lisier, ont remis une motion à Lannion dans laquelle ils demandent à savoir comment sera dédommée leur participation et celle de leur matériel ; ils y dénoncent la «négligence scandaleuse des pétroliers qui doivent payer les dégâts». Ils demandent que la rémunération se fasse sur le principe «A travail égal, salaire égal». Une partie de ces paysans ont ensuite refusé tout net de poursuivre leur travail de nettoyage, ils ont manifesté à Lannion et ont pris contact avec les autres paysans réquisitionnés pour les inciter à faire comme eux. Les élèves du lycée de Paimpol, qui se sont mis en grève, ont eux aussi refusé de participer au nettoyage «tant que le gouvernement ne mettra pas en œuvre les moyens de lutte suffisants». A travers ces refus, ce qui se manifeste, c'est la volonté de voir tous les dégâts, indemnités, salaires des volontaires, payés par les responsables et non par le contribuable, c'est-à-dire les travailleurs. On assiste en effet, sur la lancée de l'opération Bellemare, à un grand élan de municipalités, conseils généraux ou régionaux... Tout cela sur le dos des travailleurs qui paient les impôts locaux, déjà bien assez lourds.

Un autre point qui vient à la surface est celui de la toxicité du pétrole manié par les volontaires et les soldats, pour ces derniers, on a remarqué que la plupart d'entre eux sont à quelques semaines de la quille. Hasard ? Le conseil municipal de Lannion s'est inquiété de l'absence d'étude sur le terrain de la nocivité du pétrole.

Toutes ces questions commencent à être discutées largement dans le Comité, une délégation de l'UL CFDT est venue inviter le Comité à participer à la préparation de la manifestation syndicale de samedi, le Comité a décidé d'y envoyer une délégation de 5 personnes, sur la base : ne rien accepter qui soit contradictoire avec les revendications déjà élaborées, refuser toute mention d'un programme politique quelconque (commun par exemple), ou toute solution-bidon (nationalisation de la Shell par exemple !). Mais depuis, il semble que l'UD CFDT soit passée par dessus la tête de l'UL (favorable au Comité) et a conclu un accord strictement intersyndical (CFDT-CGT FEN) pour la manifestation de samedi.

Enfin, notons la revendication avancée par les pilotes de Brest : éloigner la zone de navigation à 35 milles, soit à mi-chemin entre les côtes anglaise et française ; cela permettrait d'avoir 7 fois plus de temps pour intervenir en cas d'avarie.

Corr. Brest



réunion de mardi dernier a été décidée une manifestation, qui s'est déroulée mercredi, mille personnes à peu près, dont beaucoup de lycéens, ont parcouru la ville, avec les slogans «Giscard, Polmar, Bellemare, y en a marre», «La Bretagne n'est pas une poubelle», «Shell respon-

a plus !» A la préfecture, le préfet ne s'est pas montré, on a remis à un de ses assistants un seuil de plage et une petite cuillère, symbole de l'incapacité des autorités, et un oiseau mazouté. Dans le centre ville, la manif croise un camion militaire ; la discussion s'engage avec

vail, garanties de sécurité... Il faut signaler déjà des gestes de réaction spontanés par rapport au bénévolat : les lycéens et enseignants de Tréguier par exemple, refusent d'aller nettoyer les plages, pour protester contre l'incapacité du gouvernement, des agriculteurs, qu'on a

«La douleur est normale» Anna, 17 ans en meurt

● «La douleur est normale». Anna, une jeune fille de 17 ans, en est morte. La petite phrase rassurante, c'est celle du médecin qui la suivait et qui, pratiquant le mandarinat, n'a pas voulu livrer les informations qu'il avait obtenues de son diagnostic, ni prendre les mesures conséquentes qui auraient pu éviter la fin prématurée d'Anna.

Fin janvier, Anna effectuait un test de grossesse qui se révèle positif. Souffrant de douleurs abdominales, elle avertit son gynécologue pour préciser le terme de sa grossesse, et envisager une interruption volontaire de celle-ci. Le rendez-vous est pris pour la semaine suivante. Le 2 février, le médecin ausculte Anna, et semble diagnostiquer (d'après les questions qu'il pose à sa «patient») une grossesse

extra-utérine. Anna lui précise la nature de ses douleurs. Lui reste silencieux, et ne donne aucune information sur les éventuelles complications que révèle son diagnostic. Le toubib donne un rendez-vous la semaine suivante pour la première visite en vue de l'avortement. Mais le samedi, les douleurs se font plus violentes pour Anna, malgré les calmants. Dans la nuit, elle aura un évanouissement, et le mé-

decin s'emploiera à calmer la famille d'Anna : «La douleur est normale». Le dimanche, la SAMU arrivera trop tard, ne pouvant que constater le décès. La grossesse extra-utérine avait provoqué une hémorragie interne entraînant une brutale syncope.

Pourquoi le médecin n'a-t-il pas fait part de son diagnostic (qui révélait les risques de cette grossesse) à Anna et sa famille ? Pourquoi avoir reculé les visites ? Pourquoi ne pas avoir pris les mesures qui auraient permis de sauver Anna ?

Une nouvelle fois, une certaine conception de la médecine vient de faire une victime, une victime de 17 ans.

Postes : les projets du pouvoir pour 78, création de... 2 900 emplois !

VERS L'AUTOMATISATION DU TRAVAIL DES GUICHETIERS

● La situation dans les postes, et particulièrement en ce qui concerne la pénurie des effectifs qui ne date pourtant pas d'hier, devient de jour en jour plus catastrophique.

Ce qui s'est passé il y a quelques jours au bureau de poste de Petit-Vitry, dans le département du Val-de-Marne, le montre : le nombre d'employés guichetiers est tellement ridicule pour faire face à l'ensemble du travail que, l'autre jour, les usagers ont été obligés de faire la queue jusque sur les trottoirs ! Et pourtant Petit-Vitry, c'est le moins que l'on puisse dire, n'a rien d'une grande agglomération !

Mais dans quelques semaines tout au plus, il est possible d'affirmer que beaucoup d'autres bureaux de postes vont connaître la même situation, notamment dans la région parisienne.

Ce manque d'effectifs n'existe d'ailleurs pas seulement aux guichets des bureaux de postes : depuis plusieurs mois déjà, il est particulièrement ressenti dans la distribution du courrier. Ainsi, dans la banlieue parisienne mais aussi en province comme à Toulouse, des centaines, voire des milliers de lettres sont en attente faute de pouvoir être distribuées !

La direction des postes

bien entendu, loin d'augmenter les effectifs, fait distribuer le courrier un jour sur deux, voire un jour sur trois dans certaines localités ; c'est devenu la règle dans certaines localités proches de Toulouse.

Ce n'est que lorsque la situation est devenue trop criante, donc source de colère chez les usagers, que les PTT mettent en activité ce moyen dérisoire appelé « brigadiers de remplacement », c'est-à-dire des postiers qui sont mutés, qui un jour dans le sud de la France, qui le lendemain ailleurs ; ce qui ne fait que boucher quelques trous temporairement, en augmentant la

charge de travail et les déplacements des postiers à qui on ne demande pas leur avis !

Et le gouvernement Giscard a l'intention de laisser les choses en l'état. En vérité pas tout à fait en l'état, puisqu'il a décidé de réduire le nombre de créations d'emplois par rapport à celui, déjà ridicule, prévu pour l'année 78 !

PRÉVISIONS POUR 78 : RALENTIR L'EMBAUCHE

Ainsi, on dit de plus en plus que la commission d'étude sur l'avenir de la poste, mise en place il y a quelque temps et présidée par Rippert, ancien commissaire général au Plan, aurait retenu comme proposition essentielle... l'augmentation de la productivité ! Pour parvenir à cet objectif — élément essentiel du plan de restructuration de la poste — deux solutions sont préconisées : l'automatisation progressive, à l'image des centres de tri — des différentes tâches des guichetiers et la limitation du nombre de nouveaux postes : 2 900 sont prévus pour 78 au lieu des déjà maigres 4 000 postes décidés initialement pour cette année. Sans compter les départs, définitifs ou temporaires pour cause de maladie, qui ne sont pas remplacés.

Cette politique au jour le jour consistant à « boucher les trous » et à rentabiliser au maximum le fonctionnement des postes, n'est pas pour surprendre : l'embauche des vacataires allait déjà dans ce sens.

Le pouvoir et la direction des postes préfèrent régler les problèmes par la répression, à la fois contre les usagers et les postiers en colère :

— contre les vacataires à Créteil il y a quelque temps, en lutte pour la réintégration de Lamas et l'augmentation des effectifs

— contre les usagers : la semaine dernière à Petit-Vitry, le pouvoir envoyait ses flics contre les habitants en colère qui attendaient devant le bureau de poste, pour les calmer !

Le pouvoir aurait tort d'oublier que depuis un peu plus d'un an les postiers ont engagé une dizaine de grèves, localement, pour exiger l'augmentation des effectifs. Ils pourraient bien dans les mois à venir engager un mouvement plus grand pour ce même objectif !

Richard FEUILLET

PARIS : SUCCES DE LA MANIFESTATION DE SOUTIEN AUX PEUPLES PALESTINIEN ET LIBANAIS



Samedi à Paris, la manifestation de soutien à l'OLP et à la lutte des peuples palestiniens et libanais, organisée par les organisations politiques arabes ouvrières et étudiantes en France, et des organisations françaises dont le PCR et l'Humanité Rouge, a rassemblé plusieurs milliers de personnes. Les manifestants qui arrivaient au lieu du rassemblement, place de la République, ont dû faire face à des provocations policières destinées à empêcher la manifestation, bien que celle-ci ne fût pas interdite. La présence de très nombreux CRS, en tenue de combat à la sortie des bouches de métro, avait un rôle « dissuasif » évident, les travailleurs immigrés sortant du métro, étaient systématiquement contrôlés. Une dizaine de personnes ont même été embarquées par la police sans autre motif que leur présence au point du rassemblement.

Ces mesures d'intimidation n'ont pas empêché que se tienne une manifestation militante et combative, qui a parcouru les

rues de plusieurs quartiers populaires, dont le 20^e. « Soutien total à l'OLP », « Troupes sionistes, hors du Liban », « Vive l'unité de combat palestino-libanaise », « A bas Israël, Palestine démocratique », « Sionistes, fascistes, assassins », « Palestine vaincra », « Vive le Liban arabe uni et démocratique », « Retrait israélien sans condition », « Non à une ceinture de sécurité de l'ONU » tels étaient les mots d'ordre inscrits sur les banderoles et scandés largement en Français et en Arabe. La manifestation était bien accueillie par les habitants des quartiers traversés dont nombre de travailleurs immigrés : certains se joignaient à la manifestation en cours de parcours, Place Gambetta, après les interventions de l'OLP et du Mouvement National Libanais, faisant le point sur la situation, la manifestation s'est dispersée en entonnant des chants de la Résistance Palestinienne. Cette manifestation doit être suivie d'un renforcement de notre soutien aux peuples palestiniens et libanais.

Pavillon de complaisance : la lutte

Le cargo chypriote « L'Athen way », qui devait appareiller mercredi, est retenu au Havre depuis mercredi, par les marins CGT du port. L'équipage regroupant des marins de six nationalités différentes, est en grève totale pour obtenir le statut international ITF qui leur donnerait des salaires plus élevés. Le commandant du navire refuse toute négociation et a même reçu l'ordre de ne verser aucun acompte sur l'arriéré des salaires, arriéré qui est de 1 200 F.

Un autre bateau, également sous pavillon de complaisance est actuellement retenu à Bordeaux, par des marins pour exiger une amélioration de la sécurité durant le travail.

SAPROBA (Mâcon) : dépôt de bilan

La société SAPROBA, second producteur français de blocs-portes, et productrice d'huisseries métalliques, vient de déposer son bilan. Les travailleurs, au nombre de 100 de cette usine située à Mâcon, en Saône et Loire, sont menacés de licenciement.

Mellerhof (Strasbourg) : grève totale contre le licenciement

La majorité des 94 travailleurs des établissements Mellerhof, à Urmatt, près de Strasbourg, sont en grève illimitée depuis le 30 mars, pour s'opposer au licenciement de 18 ouvriers. Les travailleurs de cette usine spécialisée dans la fabrication de plastiques injectés, exigent également la garantie de l'emploi pour l'avenir.

En bref... En bref... En bref...

LE CINÉMA «14 JUILLET» DÉTRUIT PAR LE FEU

La salle de projection du cinéma «14 juillet-Bastille», situé boulevard Beaumarchais à Paris, a été entièrement détruite par un incendie provoqué par la malveillance. Il y a eu 450 000 francs de dégâts.

LA MORT DE 3 SOLDATS

Le 7 juin 77, trois parachutistes, 2 appelés et un engagé, mourraient noyés dans la Durance en crue, au cours de manœuvres. Leurs familles avaient déposé plainte. Le procureur de la République de Draguignan a précisé, vendredi à la presse, que le parquet local n'avait « aucune compétence » pour traiter ces dossiers, et que l'affaire « relevait du tribunal des forces armées ». Depuis cet accident, les familles ont entendu à ce sujet plu-

sieurs versions, de la part des autorités militaires.

AUGMENTATION DES JOURNAUX ET DU LAIT

Depuis lundi, la plupart des journaux parisiens ont augmenté de 20 centimes, passant ainsi à 1,60 F. L'Humanité passera à 1,70 F mercredi, le Monde prévoit une augmentation identique, Le Matin, qui a déjà augmenté en septembre dernier, ne devrait pas bouger. Une occasion de plus, pour l'Humanité, qui commente avec acuité : « Le Matin de Paris, semble, quant à lui, avoir trouvé les soutiens financiers qui le dispensent d'une telle augmentation. L'Humanité ne dispose pas de semblables ressources... »

A l'origine de cette mesure, l'augmentation du prix du papier, des tarifs d'agen-

ce, des dépenses de transports et transmissions...

Autre produit qui augmente : le lait. Le litre de lait pasteurisé à 36 grammes de matières grasses, augmente de 5 centimes.

OPÉRATION «CARREFOUR» DES RADIOS LIBRES

Une douzaine de radios libres parisiennes émettaient lundi matin, entre 7 H et 9 H. Opération intitulée : « Carrefour des radios libres », qui fait référence à la campagne d'affichage sur Paris des magasins Carrefour, qui commencent lundi matin une campagne publicitaire sur les ondes des 5 radios périphériques, sur leurs produits « libres »...

En émettant simultanément, les radios libres escomptaient être moins brouillées que d'habitude, le brouillage étant rendu plus faible.

Bordeaux :

5 semaines de luttes au GAN pour les 300 F

«Je regrette de ne pouvoir répondre favorablement à vos revendications, mais celles-ci relèvent de la convention collective négociée nationalement !»

Quel est le salarié, le militant syndical qui n'a jamais entendu cette réponse, cette fin de non-recevoir ?

Cette réponse, nous l'entendons, telle un leit-motiv depuis des mois, des années.

Un exemple parmi tant d'autres : à Bordeaux, les délégués du personnel présentent une revendication tenant à la revalorisation des indemnités de transport fixées à 23 F par mois depuis février 1970 (excusez le peu).

Réponse de la direction : «Vous nous avez déjà posé cette question plusieurs fois, nous y répondrons toujours de la même façon...» Bref, c'était encore non. L'intérêt de cet exemple est qu'il démontre d'une manière criante :

— que l'attitude des patrons ne change pas avec le temps,
— que nos «journées d'action» ne les ont pas ébranlés,
— et donc qu'il nous fallait trouver une autre forme d'action.

Ils nous renvoient toujours à Paris pour y discuter d'une convention qui date du 15 juillet 1954.

NOUS EN AVONS ASSEZ !

Si les directions ne veulent pas négocier de bon gré, nous saurons les y obliger. Pas à Paris, mais ici : à Bordeaux, en province, là où sont les travailleurs !

Aujourd'hui : 5^e semaine de grève, bientôt la 6^e, puis une autre, et bien d'autres s'il le faut.

Le Pouvoir refuse toute négociation, rejette systématiquement nos revendications. Un tel mépris à l'égard des travailleurs qui ont, en 1977, été sacrifiés par le plan Barre est

intolérable. Rester aujourd'hui inactif et résigné reviendrait à courber l'échine.

POURQUOI UNE GREVE ILLIMITÉE DEPUIS LE 23 FÉVRIER 1978 ?

Parce que la direction n'a jamais voulu négocier sur nos revendications :

- augmentation de salaire de 300 F pour tous,
- revalorisation des indemnités de transport,
- réduction du temps de travail (alignement sur les horaires parisiens et 5^e semaine de congé),
- amélioration des conditions de travail.

(...) Cette action résulte donc d'un choix stratégique. Les revendications concernent tout le personnel bordelais, tout le personnel de province, tout le personnel du GAN ! car nos revendications sont aussi les vôtres.

Devant le refus persistant de la direction, les grévistes restent déterminés dans la poursuite de ce mouvement : ils savent que le succès sera au bout de la lutte !

À la fin du mois de mars, le personnel en grève recevra une aide financière provenant du soutien des collègues bordelais travaillant dans les autres services (branche populaire, Tutélaire), des collègues des autres villes de province qui nous ont fait parvenir leur participation à ce conflit, des collègues parisiens, des travailleurs de toutes professions que nous avons sollicités, ainsi que de notre organisation syndicale.

Face à l'intransigeance patronale, Face à la riposte de vos collègues, Vous ne pouvez rester indifférents !!!

Témoignez de votre solidarité, soutenez cette lutte qui est aussi la vôtre.

CFDT GAN Bordeaux

Schlumpf : 22 mois de lutte

LA PLUS LONGUE LUTTE DE L'HISTOIRE ALSACIENNE

● Au moment où à droite et à gauche, on règle les comptes, on ajuste le tir, au moment où les perspectives stratégiques de la gauche, en l'attente de 1981, demeurent vagues, il est important de faire

le bilan de luttes significatives. En Alsace, la lutte des Schlumpf, 22 mois de lutte pour l'emploi, peut servir de base à cette réflexion.

22 mois au cours desquels freins et embûches, répression directe et jugements pervers, ont enrichi sans cesse l'expérience de plus de 1 000 travailleurs, dont 300 alsaciens.

Tout a commencé en mars 76. Les frères Schlumpf décrètent l'écroulement de leur empire. Le règne du paternalisme, de la collaboration de classe mordait alors la poussière. Les deux frères abandonnaient lâchement les 4 entreprises, menaçant par là l'emploi de 1 800 travailleurs : Deffrenne dans le Nord, Erstein-Strasbourg, Gluck-Mulhouse, Malmerspach-Vallée de Thann fermaient tour à tour leurs portes. La rue était ouverte aux travailleurs, le chômage aussi.

La lutte, une riposte d'ensemble furent sans tarder la réponse à cette attitude criminelle. D'abord usine par usine, ensuite en coordination. Le 10 mars 76, après hésitations, reculs, et riche débat d'idées une manifestation impressionnante rassembla 10 000 travailleurs dans la vallée de Thann. Journée Vallée morte, mots d'ordre unitaires de la CFDT et de la CGT. C'était la première fois, et la dernière, que dans le cadre du mouvement Schlumpf, les deux organisations arrivaient à s'entendre, à agir en commun.

Après cette initiative, une longue période de repli fit avorter toute perspective de succès. Les assemblées générales, où de riches et constants débats d'idées avaient eu lieu, périllaient. De plusieurs centaines de militants de toutes professions, il en reste, à terme, quelques dizaines. L'Union départementale CFDT avait pris la lutte sous sa cape.

La direction de la lutte échappa et aux sections syndicales, et aux assemblées de militants, un



temps souverains. On mit en branle, à la va-vite, un comité de coordination, pour coordonner quoi ? Durant des mois, l'organisme chargé de payer les salaires promit monts et merveilles. Mais la relance des 3 unités de production alsaciennes échoua. La suppression de 1 million 500 000 emplois dans l'Europe textile en 1985 (déclaration du PDG de Rhône Poulenc Textiles), se vérifia. Les élus locaux prennent la relève, promettent les lendemains qui chantent.

Mais le débat s'enrichit, des propositions vivifiantes resurgissent. En mars 77, le musée Schlumpf est occupé. Il devient Musée des Travailleurs. A ce jour, 500 000 personnes l'ont visité. Les moyens de popularisation de la lutte sont entre les mains des travailleurs. Au mois de juin de la même année, le plan Siger propose de sauver Gluck. Les travailleurs refusent d'abord de diviser leurs forces, ils

rejetent ce plan de relance. Les dirigeants syndicaux n'hésiteront pas à provoquer une nouvelle assemblée générale, un nouveau vote pour faire accepter la reprise avec 50 licenciements.

«Soyons responsables» fut le mot d'ordre prôné par les dirigeants. Sauvons la face, autrement dit. «Si nous refusons de sauver Gluck, nous risquons d'être laminés, d'être traités de casseurs, de maximalistes, de perdre le droit aux 90 %».

La reprise eut lieu. Depuis, différentes tentatives n'ont pas pu revivifier la lutte. A Malmerspach, 430 chômeurs attendent encore du travail, 320 à Deffrenne. Erstein, où l'activité avait repris, licencie de nouveau.

Mars 78, anniversaire de l'occupation du Musée, est passé sans mobilisation ni proposition d'action offensive, sans autre perspective que l'attente passive des élections. L'envoi de télégrammes à la sous-préfecture, regroupa un millier de travailleurs, preuve cinglante que tout n'est pas perdu. Mais, alors que ces travailleurs présents attendaient un débat d'idées axé sur l'avenir de la lutte, ils n'ont assisté qu'à des discours emphatiques et démobilisateurs : «Comme le semeur, nous ne mesurons pas encore tout ce qui a été fait. Ce que nous savons, c'est que des signes avant-coureurs nous disent que sur ce vieux monde de l'exploitation, de l'exploitation et de la domination, germent déjà les pousses d'un nouveau monde. Notre espérance ne réside pas seulement dans les bulletins électoraux (...) Notre espérance réside surtout dans notre capacité à développer les

luttes qui sont et qui doivent rester le moteur de la transformation (...) Vivons tournés vers l'avenir en intégrant l'expérience vécue, car aussi longtemps que l'exploitation n'aura pas pris fin, nous devons continuer la lutte. La vie est un combat et la pire des morts est de cesser de combattre. Alors, ensemble, continuons à mener la lutte pour créer les conditions de notre libération».

La voie de la lutte est encore affirmée, mais aujourd'hui c'est encore le manque de perspectives. Le 31 mars, la section syndicale de Malmerspach déclarait dans un communiqué de presse : «Lors de l'assemblée générale du personnel de la filature de laine peignée de Malmerspach, qui s'est tenue mercredi, les responsables syndicaux n'ont pu avancer aucun élément nouveau en ce qui concerne l'emploi. Selon Monsieur Adrian, ancien chef de service à la filature, la solution textile n'est toujours pas abandonnée et l'espoir subsiste. Selon lui, une réponse définitive pourrait intervenir dans les 3 semaines à venir. Seul fait nouveau, la section syndicale CFDT de Malmerspach est entrée en relations avec un ingénieur étranger qui voudrait soumettre le brevet d'une de ses inventions à un industriel qui pourrait créer 600 emplois dans la vallée. Il prendra prochainement contact avec les autorités régionales».

Le 1^{er} juin, les licenciés ne toucheront plus que 35 % de l'Assedic.

Pourtant l'étau des élections déserré, la lutte peut encore repartir si un débat arrive à se tenir parmi les travailleurs.

Corr. Mulhouse

Longwy Nantes : licenciements dans la sidérurgie

La direction des Ateliers de Longwy, à Longwy, entreprise sidérurgique spécialisée dans la grosse chaudronnerie, vient de déposer le bilan. Les travailleurs, au nombre de 60 refusent leur licenciement.

Le syndicat CGT de la Société Nantaise de Fonderies, à Nantes, vient de faire savoir que de nombreux licenciements seraient envisagés à court terme, par la direction de cette entreprise. Une partie des travailleurs (300) sont menacés de licenciement. L'ensemble des ouvriers, au cas où la menace de la direction viendrait à exécution, sont décidés à riposter et à bloquer toute la production de l'usine.

UDD FIM (terr. Belfort) : 4 mois de grève contre le licenciement de 27 ouvriers

Quatre mois de lutte déjà pour les 27 ouvrières de l'entreprise de fils isolants UDD FIM menacées de licenciement. C'est au mois de novembre dernier, que les ouvrières de cette entreprise située à Delle, dans le territoire de Belfort, apprenaient le licenciement de 27 d'entre elles. Manifestations, assemblées générales se succèdent depuis ce temps dans la région. Chaque semaine, un comité pour la réintégration des licenciées se réunit avec les syndicats CGT, CFDT et CGC pour faire le point et décider des actions à entreprendre.

Erythrée :

UN ACCORD D'UNITÉ D'UNE TRÈS GRANDE PORTÉE

● L'accord d'unité qu'ont mis au point les deux fronts de libération érythréens, à la mi-mars, est d'une grande portée pour l'avenir de la lutte du peuple de l'Erythrée et des autres peuples de la Corne de l'Afrique. Les divisions entre les deux fronts avaient été importantes dans le passé, marquées même par de violents affrontements armés au début des années 70. Assurément, les grandes puissances voyaient là un terrain favorable pour essayer de peser à leur profit sur le cours des événements dans ce pays. A plusieurs reprises, des cadres du FPLE avaient expliqué que l'offensive pour la libération de la capitale, Asmara, était en partie subordonnée à la réalisation de l'unité, le FPLE, tirant les leçons de l'Angola, refusant en effet que

se crée une situation prétexte à la multiplication des ingérences étrangères, occidentales et soviétiques.

L'accord réalisé, qui prévoit le maintien de l'autonomie des deux organisations en même temps que les moyens organisationnels de l'unité politique et militaire, dans la conduite de la lutte paraît très proche du type d'accord que souhaitait le FPLE. Cet accord est d'autant plus important à l'heure où se prépare une agression de plus grande envergure, éthiopienne et soviéto-cubaine.

Nous publions ci-dessous des extraits du document sur l'unité (traduit par nos soins), que nous ont remis les dirigeants du FPLE de passage à Paris.

Document pour l'application de l'accord du 20 octobre entre le Front de Libération de l'Erythrée et le Front Populaire de Libération de l'Erythrée

«A cette étape, notre lutte témoigne des conditions les plus complexes dans le monde et dans la région. Notre ennemi colonial augmente sa force pour liquider militairement notre révolution et intensifie ses efforts politiques et diplomatiques pour détruire la justesse de notre cause et isoler notre lutte politique au niveau international. En même temps, la réaction intérieure travaille également à détruire l'unité du peuple érythréen. A cette étape cruciale de notre lutte, l'unité de nos organisations devient par conséquent la seule voie possible pour contrebalancer l'ennemi militairement et faire échouer ses plans politiques et militaires, pour enregistrer plus de victoires sur tous les plans et pour atteindre notre but de totale indépendance nationale, pour laquelle notre peuple s'est résolument sacrifié. L'accord du 20 octobre pour s'assurer de la nécessité de la création d'une seule organisation démocratique nationale, résultat de la conviction des deux fronts et leur accord pour ce but central, renforce notre camp face à

celui du colonialisme éthiopien. De plus, cet accord indique les bases solides sur lesquelles notre révolution repose et assure la victoire de notre lutte et des principes démocratiques dans notre pays.

Pour accomplir ce pas et l'appliquer dans la pratique, une série de réunions avec des représentants des deux organisations s'est tenue à Kartoum du 6 au 15 mars 78 et les deux organisations ont adopté des résolutions pour l'application concrète de l'accord (du 20 octobre).

PRINCIPES POLITIQUES GÉNÉRAUX

Les principes politiques suivants ont été approuvés par les deux fronts et les unissent.

1 - Pour l'indépendance complète de l'Erythrée, contre le colonialisme éthiopien, l'impérialisme mondial et le sionisme.

2 - Contre la réaction intérieure, c'est-à-dire contre tous ceux qui sapent l'unité du peuple érythréen en exploitant les tares du tribalisme, du régionalisme et de la religion, et exploitent et op-

priment le peuple érythréen.

3 - Contre toute intervention étrangère qui touche à l'identité et à l'unité du peuple érythréen.

4 - Sauvegarder les libertés démocratiques des masses.

5 - Lutter pour renforcer l'unité du peuple érythréen.

6 - Renforcer la solidarité avec les forces progressistes et les mouvements de libération (...) (1)

Le document annonce en outre la création de plusieurs comités unitaires

où les deux organisations seront représentées de manière paritaire : une direction politique conjointe de six membres, un comité militaire, un comité à l'information, une délégation aux affaires étrangères, un comité à l'économie, un comité aux affaires sociales, un comité qui doit préparer un Congrès d'unité ; ce comité doit présenter un rapport dans les six mois à venir.

(1) Traduit par nos soins.

Ogaden : reprise des combats

Dans un communiqué officiel, le gouvernement somalien annonce que deux Mig 21 éthiopiens ont bombardé le village de Kalabayd au nord du pays. C'est la première attaque de l'aviation éthiopienne contre le territoire de la République de Somalie, depuis le retrait des troupes régulières somaliennes de l'Ogaden.

D'autre part, le FLSO, qui affirme continuer une lutte de guérilla contre les troupes éthiopiennes, cubaines et soviétiques après le retrait de l'armée somalienne, a annoncé qu'il avait attaqué mercredi dernier un convoi de 170 véhicules, tuant 170 soldats éthiopiens et 9 Cubains. Le gouvernement éthiopien a publié un communiqué accusant la Somalie d'être responsable de la reprise des combats en Ogaden, et la menaçant d'une attaque contre son territoire.

Israël : manifestations «pour la paix»

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants se sont rassemblés samedi au centre de Tel Aviv pour exiger «la paix maintenant», «mieux vaut la paix que les territoires». Parmi les manifestants, beaucoup de jeunes de retour du service militaire et des officiers de casernes.

Ce mouvement reflète des contradictions croissantes au sein de la société sioniste et les difficultés de Begin dont la politique d'agression et d'occupation du Sud-Liban est mal comprise, surtout après les illusions qu'avait pu faire naître la visite de Sadate. Cette manifestation qui contribue jusqu'à un certain point à l'affaiblissement d'Israël, ne sortait pas de la logique du sionisme, ne remettant pas en cause la nature raciste et fasciste de l'État d'Israël. Elle avait notamment la caution du parti révisionniste israélien, Rakah.

Liban : discussions entre l'OLP et le gouvernement libanais

Alors que, malgré certains incidents, les casques bleus continuent à se déployer au sud-Liban, le premier ministre libanais El Hoss a rencontré la semaine dernière Yasser Arafat, dirigeant de l'OLP, pour examiner les mesures propres à «restaurer l'autorité de l'État dans le Sud-Liban et hâter le retrait des troupes sionistes».

Le gouvernement libanais envisage l'envoi de plusieurs milliers d'hommes dans le Sud-Liban pour prêter main forte aux casques bleus. A Beyrouth, le commandement militaire libanais prendrait actuellement des mesures pour reconstituer une force opérationnelle. Reste à savoir quelle serait la base de cette force armée, l'armée libanaise ayant été déchirée et dispersée par la guerre civile. La force prévue serait-elle dirigée contre l'invasion sioniste, ou bien entraverait-elle, sous prétexte de «restaurer l'autorité de l'État», la liberté d'action de la Résistance, liberté reconnue par des accords avec le gouvernement et entérinée par les sommets arabes du Caire et de Ryad.

Graves inondations au Mozambique

Maputo, 27 mars

Quarante personnes au moins ont péri et plus de 200 000 personnes sont privées de leur habitation en raison des plus graves inondations qui, de mémoire d'homme, ont affecté la vallée du Zambèze.

Les dommages matériels sont considérables. Des milliers d'hectares de récoltes sont submergés, de nombreuses têtes de bétail se sont noyées, routes et voies ferrées ont été broyées par le flot torrentiel.

Sur des centaines de kilomètres en aval du barrage géant de Cabora-Bassa, dans la province de Tété, le paysage présente des scènes de tragédie et de désolation. Seuls les toits et la cime des arbres émergent au-dessus des eaux montantes. Le maïs, le manioc, les cultures maraichères, la canne à sucre sont submergés et détruits.

Ici et là, sur des hauteurs entourées d'eau qui vont en se rétrécissant, s'entassent des têtes de bétail qui représentent souvent le seul moyen d'existence de beaucoup d'habitants.

La situation dans les provinces affectées — Tété, Sofala et Manica — a été décrite aujourd'hui comme désastreuse par le quotidien de Maputo *Noticias*.

Mais le désastre actuel n'est rien en comparaison de celui qui aurait pu se produire. Seul l'effort massif des masses et des militants du parti a permis de sauver des milliers de vies et empêché la destruction d'un plus grand nombre d'animaux.

Dans de nombreux endroits, les paysans se montraient peu disposés à abandonner tous leurs biens pour se rendre dans des lieux plus élevés, ce qui est bien compréhensible. A l'époque coloniale, ils auraient été laissés abandonnés à leur sort. Aujourd'hui, les dirigeants du FRELIMO et du gouvernement se sont transportés sur les lieux du désastre par hélicoptère pour expliquer et persuader.

«Tout ce que vous avez semé et cultivé va être consommé par le fleuve, et non par vous et vos enfants» a dit Marcelino Dos Santos, le ministre du Développement et de la Planification économique, membre du comité politique permanent du FRELIMO, aux habitants de Cacaia, dans la province de Sofala. C'est la dure réalité.

Dos Santos, Mario Machungo, le ministre de l'Industrie et du Commerce ainsi que d'autres dirigeants du parti et du gouvernement, ont expliqué la nécessité, non seulement de quitter rapidement la zone affectée par les inondations, mais aussi de recommencer une nouvelle vie, de manière à éviter les effets désastreux des inondations.

L'aide du gouvernement à la production et à l'assistance médicale ne peut être fournie que si les victimes des crues — dont beaucoup vivaient dans des fermes isolées — se rassemblent en communautés. Des milliers de familles ont déjà commencé à construire une nouvelle vie dans des villages communautaires, où épreuves et bénéfices seront partagés.

Il s'agit du deuxième désastre important causé par les crues au Mozambique en une seule année. En février dernier, dans la province de Gaza, la vallée du Limpopo ainsi que d'autres régions situées au sud du pays, 400 000 personnes avaient été affectées par des inondations qui avaient laissé le même cortège de mort et de destruction. Plus de 60 personnes avaient péri au cours de ces inondations et les dommages furent estimés à plus de 18,5 millions de livres sterling.

Il est encore trop tôt pour mesurer l'étendue de l'actuel désastre. Vendredi dernier, la huitième écluse du barrage de Cabora Bassa a été ouverte sous la pression de l'eau accumulée derrière le barrage, et les inondations en aval pourraient par conséquent empirer cette semaine.

Agence d'information
du Mozambique
27 mars 1978

Appel à la solidarité

Le Centre d'Information sur le Mozambique lance un appel à la solidarité financière aux organisations et personnes amies du Mozambique.

Les dons (en argent) peuvent être envoyés à :

Centre d'Information sur le Mozambique
14 rue Nantaui 75015 - Paris
CCP : CIMO 19 388 70 Y PARIS

INTERNATIONAL

● Le tribunal Russel qui examine les interdictions professionnelles en RFA s'est poursuivi ce week-end.

Les douze personnes frappées par une telle interdiction, que le tribunal a choisies comme cas exemplaires, ont été entendues ; au jury maintenant de rendre son jugement : y a-t-il oui ou non violation des droits de l'homme en République fédérale ? Si, parmi une partie assez importante du jury se manifeste une nette volonté de limiter l'enquête aux détails directement liés aux cas considérés sans engager une réflexion sur les implications politiques, une certaine politisation a été imposée au tribunal à travers les cas eux-mêmes.

En effet, si les premiers cas présentés au tribunal Russel ont démontré l'arbitraire, peut-être aussi une certaine absurdité à propos de l'exclusion d'un agent de la fonction publique, les derniers cas ont bien fait apparaître le contexte et les buts politiques des interdictions professionnelles. C'est ainsi qu'un avocat (refusé au stage qu'il est obligé de faire auprès de l'État, pour avoir soutenu en 74 la grève de la faim de Ulrike Meinhof et Gudrun Enslin) a rendu compte des conditions de détention des prisonniers politiques en RFA. Un autre, en comparant son propre cas d'interdiction professionnelle pour la fonction de

défenseur dans les procédures pénales, aux nombreux cas de juristes nazis, qui exercent encore, a souligné combien en République fédérale les interdictions professionnelles ne s'appliquent qu'aux avocats qui veulent assurer une vraie défense, c'est-à-dire défendre la cause de leur client et non pas celle de l'État bourgeois.

LES LICENCIEMENTS POLITIQUES

Mais, c'est surtout à travers les cas de licenciements politiques présentés ensuite que l'on a pu voir quel est le but poursuivi par l'État allemand : couper les militants révolutionnaires des travailleurs

En marge du Tribunal Russel

R.F.A. ET R.D.A. : OBJET D'UNE MÊME RÉPROBATION

et des masses populaires, avant même qu'une perspective révolutionnaire ait pu se dessiner. Ne reculant pas devant les arguments les plus absurdes (comme dans le cas de l'électricien Grünen, travailleur dans les cliniques universitaires de Mayence et contre lequel aucun argument ne fut trop fantaisiste pour prouver qu'il présentait «un risque important, voire mortel pour les malades»), l'État rejette systématiquement ceux qui défendent de la manière la plus conséquente les intérêts des travailleurs. Régulièrement le licenciement politique est accompagné, sinon précédé d'une exclusion syndicale, les décrets d'incompatibilité des syn-

dicats s'y trouvant appliqués de façon beaucoup plus systématique que le décret sur les extrémistes, comme l'a expliqué un des avocats présents. Grünen ainsi que l'infirmière M. Wikowski, licenciée pour des raisons similaires et également présente au tribunal, ont pourtant pu obtenir leur réintégration grâce à la solidarité et la combativité de leurs collègues.

EN MARGE DU TRIBUNAL

Cependant la forme même du tribunal Russel, limitant tout débat politique, ainsi que sa restriction à certains aspects seulement (violation des

droits de l'homme par l'État allemand) ont fait que l'espoir qu'une partie de l'extrême-gauche allemande avait eu initialement dans ce tribunal, a fait place à une certaine indifférence. Le débat politique est donc mené plutôt en dehors et un peu en opposition au programme officiel, dans des réunions et meetings, traitant des sujets laissés de côté par le tribunal.

C'est dans ces réunions que la question des exclusions syndicales est discutée, c'est là que les différents comités contre la répression en RFA, de plusieurs pays européens (France, Hollande, Belgique, Suède, Italie) se sont rencontrés pour discuter du modèle allemand et des dangers spécifiques qu'il représente pour chaque pays, et pour coordonner leur travail.

LA RDA SUR LA SELLETTE

Une des réunions, les plus importantes, aura certainement été celle sur la RDA, organisée par le «Comité contre la répression dans les deux parties de l'Allemagne», et qui a réussi à faire salle comble, en réunissant plus de 1 500 personnes. En effet, le problème de l'État Est-Allemand a été négligé

pendant de longues années par une grande partie de l'extrême gauche allemande qui craignait de se mettre du côté des «revanchards de la guerre froide». C'est surtout avec l'apparition des dissidents en RDA, les expulsions comme celle de Bierman et autres, l'affaire Bahro et les grèves récentes qu'il y a eues en RDA, qu'une nouvelle réflexion s'est engagée à ce sujet. Certes, l'analyse sur la lutte du peuple allemand dans les deux parties de l'Allemagne et sur la voie qui pourra mener un jour à leur réunification n'en est encore qu'à ses débuts mais l'importance et l'intérêt de poursuivre des discussions ont été clairement exprimés par les participants à cette réunion. La solidarité avec l'opposition est-allemande et une nouvelle réflexion sur la question nationale allemande ont aussi été à l'origine de l'accueil enthousiaste fait à Bierman. Celui-ci, samedi soir, devant plusieurs milliers de personnes a dénoncé dans ses chansons la répression qui s'exerce contre les masses de façon spécifique mais tout aussi brutale dans les deux États allemands.

Corr. de Francfort
3.4.78
Anne RHEIN

A l'heure du «consensus social» giscardien, l'échec du «modèle» britannique (5)

Congrès truqués, formation syndicale «pour négociier»

«C'était un lavage de cerveau... C'est Mary, une syndicaliste ouvrière à Sheffield, qui parle. Elle m'explique comment il se fait qu'elle a soutenu le contrat social. C'était au congrès de 1975 de son syndicat, le TGWV (syndicat des transports) : «Nous, tous les délégués au Congrès, on nous a divisés en petits groupes de préparation. Dans ces groupes, on nous expliquait qu'il était important de soutenir le gouvernement et d'empêcher les conservateurs de revenir. A cette époque, je n'étais pas politisée et je ne voyais pas d'autre alternative. Je ne gagne pas tellement d'argent, mais il y a des gens qui sont dans des situations pires et je me disais : il faut bien faire des sacrifices pour que ces gens puissent gagner un peu plus, qu'il y ait un peu plus d'égalité».

La suite montrera que le contrat social ne va pas du tout dans le sens de l'égalité, loin de là. Un dessinateur de Manchester nous faisait remarquer à ce sujet : «Nous, chaque année, on a pu débiter les limitations de salaires ; ceux qui sont vraiment frappés par le contrat social sont les gens qui ont les plus bas salaires et qui sont les moins organisés.»

De fait, la politique d'austérité pratiquée par les travaillistes qui attaque les salaires des travailleurs est plus subtile et plus efficace que celle qu'auraient pu mener les Tories (conservateurs).

SURMONTER LES DIVISIONS FACE AU «CONTRAT SOCIAL»

Dans sa pratique syndicale, Mary met en avant l'unité de la classe ouvrière. Elle en donne un exemple : «On a voulu lutter pour l'égalité des salaires. Mais les hommes n'étaient pas enthousiastes. Alors nous, les femmes, nous nous sommes mises en grève du zèle toute seules. Le patron a fait ce qu'on attendait : comptant sur la division, il a lock-outé les femmes en laissant travailler les hommes.»

Mais cela s'est retourné contre lui : on a pu faire sortir les hommes contre le lock-out et la répression. C'est ainsi que nous pouvons surmonter nos divisions et parvenir à l'unité. Il faut lier la lutte politique aux revendications économiques, lier les luttes des travailleuses avec celles des hommes, lier les revendications des ouvriers qualifiés avec celles des OS. C'est ainsi qu'on peut, ensemble, débiter le contrat social et lutter contre la hiérarchisation des salaires.»

Après avoir pris conscience de la portée anti-ouvrière du contrat social, Mary a pris position contre au congrès du TGWV de juillet 77 : «Au dernier congrès,

il nous a fallu quatre jours pour que tout le monde se mette d'accord contre la résolution soutenant le contrat social. Pour critiquer le contrat, on ne nous a pas donné le même temps de parole qu'aux autres, mais on a gagné tout de même.»

LA FORMATION DE «TECHNICIENS DE LA NÉGOCIATION»

Tel est l'itinéraire d'une militante ouvrière face au contrat social et au projet travailliste. Les syndicalistes combattifs comme elle, les dirigeants syndicaux tentent de les couper des masses pour diviser et désorienter la résistance au gouvernement. Mary raconte : «Ils ont essayé de me soudoyer avec un voyage en Suisse pour formation syndicale ! Je vais refuser, car c'est uniquement pour me couper de la base.»

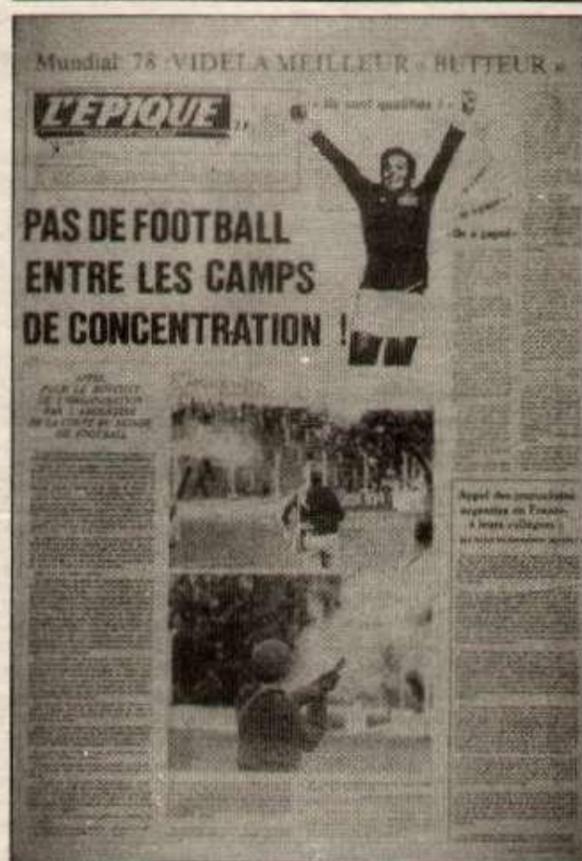
La question de l'éducation syndicale a une grande importance : en même temps que la structure des syndicats, elle est en cours de réorganisation. Mary précise : «Autrefois, dans les cours organisés pour les syndicalistes, on pouvait discuter ensemble, échanger des expériences. De plus en plus maintenant, le programme d'éducation se fait par l'intermédiaire de la télévision. On s'adresse aux gens individuellement.»

A Manchester, des mécaniciens se plaignent également de ces cours syndicaux : «Ce n'est plus comme autrefois des foyers de débats et de discussions politiques. Ce qu'ils veulent, c'est fabriquer des techniciens de la négociation. C'est pareil dans les réunions syndicales : lorsque tu abordes un problème politique, on te refuse la parole sous prétexte qu'il faut d'abord s'occuper des questions administratives. Même du point de vue des négociations avec les patrons, c'est dingue : les négociateurs sont des professionnels. Nous, on n'a jamais rien gagné par des négociations. Ce qu'on gagne, c'est toujours par la lutte.»

Cette dépolitisation de l'éducation syndicale, ou plutôt sa subordination aux exigences de l'austérité travailliste fait partie de la «réorganisation» des syndicats. C'est une conséquence de l'intégration des directions syndicales à l'administration de l'État. Les travaillistes veulent enlever aux travailleurs les moyens de contester et de critiquer les dirigeants.

On crée ainsi les conditions d'un bon «lavage de cerveau» comme le disait Mary, dans les congrès, au fur et à mesure que se développent les interrogations des travailleurs.

(à suivre)



Tiré comme supplément à une vingtaine de journaux, dont le Quotidien du Peuple, l'Épique est destiné à appuyer la campagne déjà engagée de boycott de l'Argentine comme organisateur de la coupe du monde de football. (Prix : 2 F)

Passer vos commandes au Quotidien du Peuple
BP 225 Paris 75 924 Cédex 19

PROGRAMME TÉLÉ

Lundi 3 avril

TF 1

18 h 55 - Le renard à l'anneau d'or
 19 h 40 - Eh bien, raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - La vallée perdue. *Film d'aventures historiques.*
 22 h 30 - La guerre de trente ans.
 23 h 00 - Journal et fin

A 2

18 h 40 - C'est la vie. *Les marchands de vacances*
 18 h 55 - Des chiffres des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Les six jours d'antenne 2
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - La tête et les jambes.
 21 h 35 - La farce du destin. *Feuilleton en cinq épisodes.*
 22 h 30 - Bande à part
 23 h 00 - Journal et fin

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre. *Jean Bousquet. Directeur de l'Ecole Normale Supérieure depuis 1971. Invité de cette émission. Il a participé aux fouilles de l'Ecole d'Athènes, en Crète, et fait une thèse sur le trésor de Cyrène à Delphes.*
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Les espions. *Film français d'espionnage.*
 22 h 30 - Journal et fin

Mardi 4 avril

TF 1

17 h 15 - Spécial vacances
 18 h 00 - a la bonne heure. *SAMU : L'hôpital hors-murs.*
 18 h 25 - Un, rue sésame. *Si tout le monde...*
 18 h 55 - Le renard à l'anneau d'or. *Feuilleton*
 19 h 40 - Eh bien, raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Histoire des trains. *Les trains de France*
 21 h 15 - Titre courant. *Histoire de la France rurale*
 21 h 25 - Paris pour mémoire. *Souvenir de la fête*
 22 h 15 - Les comiques associés
 22 h 45 - Journal et fin

A 2

17 h 55 - Fenêtre sur... *Contre jour sur Bertolt Brecht*
 18 h 25 - Dessins animés
 18 h 40 - C'est la vie
 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
 20 h 00 - Journal
 20 h 35 - Les dossiers de l'écran. *Service des urgences. Film TV américain de R. Collins 76. Débat : l'hôpital.*
 23 h 30 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
 19 h 40 - Tribune libre
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Le distrait. *Film français de Pierre Richard 71. Comédie burlesque*
 21 h 50 - Journal
 22 h 05 - Réussite. *Les avions rallye*

LES PAYSANNERIES FRANÇAISES

De Michel BLANC

Ed : Jean-Pierre DELARGE

Dans son livre «*Les paysanneries françaises*» paru aux éditions Jean-Pierre Delarge, Michel Blanc propose une analyse des classes en agriculture. Partant de l'évidence qu'il n'y a pas d'unité du monde paysan comme la bourgeoisie espère encore le faire croire, l'auteur étudie son sujet à travers les manifestations du capitalisme moderne. Mais la première remarque, que l'on peut formuler est relative à la méthode ; l'auteur est-il dit, «*utilisera un certain nombre d'outils théoriques empruntés à la tradition marxiste*». A mon avis, il n'a oublié qu'une seule chose mais une chose importante c'est que le marxisme se nourrit de l'enquête vivante sur la réalité, or dans ces pages, seules les statistiques, du ministère de l'agriculture ou de l'INSEE tiennent lieu de source d'information. Les luttes, mais aussi les manifestations concrètes du développement du capitalisme, de la domination des trusts agro-industriels, du capital financier par le Crédit agricole ne viennent pas donner aux propos de l'auteur la force de celui qui prend la parole après avoir mené l'enquête. Il serait excessif de ne voir que cela dans cet ouvrage. Malgré son caractère de manuel à l'usage d'étudiants de première année

de licence d'économie politique, un certain nombre d'idées simples sont affirmées. Mais sont-elles toutes fondées ?

L'auteur démonte les arguments de ceux qui prétendent que l'agriculture reste partiellement en marge du système capitaliste. En effet, parce que l'agriculture est en partie soumise aux aléas climatiques et parce que l'on ne maîtrise pas complètement la mise en œuvre des processus liés à la matière vivante, certains prétendent que le développement du capitalisme prendrait une voie spécifique. De savants assemblages de thèses justifient ainsi la disparité entre les paysans. Le mérite de Michel Blanc est de tenter d'éclaircir les questions concernant l'organisation du travail, exploitations familiales, ou travail salarié.

Mais, les explications données par l'auteur sur la question du foncier ne sont pas également satisfaisantes. Pour lui, les capitaux s'accumulent seulement dans les secteurs où la terre cesse d'être le moyen de production essentiel. Cette thèse n'est pas juste, car cela revient à négliger le fait que le capitalisme domine l'agriculture en contrôlant le procès de production (c'est le rôle de l'encadrement technique et idéolo-

gique muni d'une organisation complète, syndicats corporatifs, organismes d'Etat, réseaux commerciaux des firmes d'amont et d'aval) et aussi en exerçant le pouvoir par ses agents économiques qui luttent, quelquefois concurremment pour s'approprier le travail des paysans. On trouve ici, en bonne place les firmes qui proposent des contrats d'intégration, qui volent le travail des paysans. Leur stratégie est simple, isoler les producteurs les uns des autres, et ne leur donner que ce qui est strictement nécessaire à leur survie tant que leur production est socialement nécessaire. D'autres aspects importants du capitalisme se manifestent par la lutte que se livrent pour l'appropriation de la rente foncière, les propriétaires fonciers traditionnels (volontiers conservateurs utilisant la terre comme moyen de placement sûr) et les financiers de l'agriculture qui visent à une rotation rapide de leur capital. Ceux-ci investissent pour obtenir un profit comparable à celui des autres branches de l'économie et ne considèrent la terre que pour ce qu'elle est ; un des moyens de production qui conjointement aux investissements en cheptel, en matériel, en engrais et semences, en heures de travail, permet-

tent la production de marchandises agricoles.

Ils sont sous la conduite du Crédit agricole, les principaux agents du développement du capitalisme en agriculture. Paysan pauvre qui mange petit à petit son capital attendant la retraite, misérable à coup sûr, ou riche beaucou- ron à la tête de centaines d'hectares travaillés par des ouvriers, tous deux appartenant au même système économique capitaliste. L'un est en état de faillite permanente, il se retrouvera aux côtés des prolétaires avec seulement ses bras pour gagner sa vie dès que la production qu'il fournit au marché n'est plus strictement nécessaire. L'autre ne court que les risques habituels du capitaliste, celui de réaliser de mauvais investissements qui l'obligeraient à produire plus cher que ses concurrents, et, surtout de se trouver confronté à la lutte de la classe ouvrière.

Si les divers aspects de la lutte de classes en agriculture avaient été démontrés par Michel Blanc, cet ouvrage aurait gagné en clarté et les explications théoriques, nécessaires auraient été mieux fondées.

Bernard PELO

Et l'acier fut trempé

102^e épisode

Un jour, un incident se produisit à l'atelier...

Mais Kostka le rabroua et remit la machine en marche. Khodorov alla se plaindre au chef d'atelier, tandis que Kostka, laissant son foret en action, courut chercher une burette pour être en règle à l'arrivée du représentant de l'administration. Le temps de trouver la burette et de revenir, le foret s'était cassé. Le chef d'atelier rédigea un rapport exigeant le licenciement de Fidine. Le bureau de la cellule du Komsomol prit la défense de Kostka, prétextant que Khodorov brimait les komsomols. L'administration insista et la question fut portée devant le bureau du collectif. C'est là que tout commença.

Sur les cinq membres du bureau, trois, dont Tsvétaïev, étaient partisans d'infliger un blâme à Kostka et de le faire affecter à un autre travail. Les deux autres estimaient qu'il n'était pas coupable.

Le bureau était réuni dans la chambre de Tsvétaïev. Il y avait une grande table tendue d'étoffe rouge, plusieurs bancs et des tabourets, fabriqués par les gars de l'atelier de menuiserie, les portraits des dirigeants et, déployé sur le mur derrière la table, le drapeau du collectif.

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

Tsvétaïev était un « ouvrier en disponibilité ». Ancien forgeron, il avait, grâce à ses aptitudes, accédé au cours des quatre derniers mois à des postes dirigeants au sein du Komsomol. Il était entré au bureau du comité de district et au comité provincial. Aux ateliers, c'était un nouveau, car il n'avait exercé son métier de forgeron que dans une usine de mécanique. Dès les premiers jours, il avait pris fermement les rênes en main. Sûr de lui, décidé, il avait aussitôt étouffé l'initiative personnelle des adhérents. Voulant tout faire par lui-même, et ne parvenant pas à embrasser l'ensemble du travail, il commençait à s'en prendre à ses adjoints et à leur reprocher leur incurie.

Même sa chambre avait été décorée sous son contrôle personnel.

Tsvétaïev dirigeait la réunion, affalé dans le seul fauteuil rembourré de la pièce, apporté du « coin rouge ». La séance avait lieu à huis clos. Quand le représentant du Parti, Khomoutov, demanda la parole, quelqu'un frappa à la porte, qui était fermée au crochet. Tsvétaïev fit la moue, mécontent. On frappa encore. Katioucha Zélianova se leva et dégagea le crochet. C'était Kortchaguine. Elle le laissa passer.

Pavel se dirigeait déjà vers un hanc libre, lorsque Tsvétaïev l'interpella :

— Dis donc, Kortchaguine ! Le bureau siège à huis clos.

Les joues de Pavel s'empourprèrent et il se

tourna lentement vers la table.

— Je le sais. Je m'intéresse à ce que vous pensez de l'affaire Kostka. Je veux soulever une autre question à ce sujet. Pourquoi, tu es contre ma présence ?

— Je ne m'y oppose pas, mais tu sais bien que seuls les membres du bureau assistent aux séances à huis clos. Quand il y a trop de monde, ça gêne pour discuter. Enfin, puisque tu es déjà là, assieds-toi.

C'était la première fois de sa vie que Pavel recevait un tel affront. Son front se creusa entre les sourcils.

— A quoi bon ces formalités ? fit Khomoutov, exprimant son désaccord, mais Kortchaguine l'arrêta d'un geste et prit place sur un tabouret.

— Voilà ce que je voulais dire, reprit Khomoutov. Pour Khodorov, c'est vrai qu'il n'est pas de notre bord, mais pour la discipline, ça va mal chez nous. Si tous les komsomols se mettent à casser les forets, nous n'aurons plus d'outils pour travailler. Et c'est un exemple lamentable qu'on donne aux sans-parti. Je pense que les gars ont besoin non seulement d'un blâme mais d'un sérieux avertissement.

Tsvétaïev ne le laissa pas achever et se mit à développer ses objections. Au bout de dix minutes, Pavel vit nettement quelle était la position du bureau. Au moment du vote, il demanda à faire une déclaration. A contre-cœur, Tsvétaïev lui donna la parole.

— Je voudrais, camarades, vous donner mon avis sur l'affaire Kostka.

Sa voix était plus sèche qu'il ne l'aurait voulu.

A SUIVRE

«Le Nigéria est un pays important pour les Etats-Unis. C'est une des grandes nations du monde, ce n'est pas un hasard si la première visite officielle d'un président américain en Afrique noire aura pour cadre la capitale, Lagos». C'est ce que Carter déclarait lors du voyage aux USA, du président du Nigéria Obasanjo, en octobre 1977. A bien des égards en effet, le Nigéria occupe une place centrale dans les relations des USA avec le Tiers Monde. C'est un partenaire commercial important, le deuxième fournisseur de pétrole des Etats-Unis. Mais c'est aussi un pays membre de l'OPEP, un pays actif dans le mouvement du Tiers Monde. Par son poids économique et son influence politique en Afrique, il représente pour Carter un interlocuteur de grande importance, alors qu'il s'agit pour les USA de s'imposer en Afrique pour faire face à la pénétration du social impérialisme. L'administration américaine compte en particulier sur le gouvernement du Nigéria pour appuyer ses propositions de «réglement pacifique» concernant le Zimbabwe et la Namibie.

UNE HISTOIRE TOURMENTÉE

Comme beaucoup d'Etats africains, le Nigéria a été constitué par le colonialisme. La Grande-Bretagne, un peu comme en Inde, a procédé à des regroupements et des divisions arbitraires, s'appuyant sur certaines ethnies contre d'autres.

Cette situation devenue explosive au moment de l'indépendance en 1960, aura rapidement des conséquences graves, une guerre civile commencera dès 1966, et se prolongera avec la tentative de sécession du Biafra de 1968 à 1970. Ce conflit sanglant a été considérablement aggravé par les interventions des impérialismes occidentaux et du social-impérialisme conscients de l'importance du pays et attirés par les ressources en pétrole et qui ont joué soit la «carte» des sécessionnistes, soit celle de la fédération.

Sous la direction de Gowon, à partir de 1970, le Nigéria se reconstruit et commence à tirer parti, des revenus du pétrole. Mais c'est une période particulièrement anarchique : dépenses de l'Etat incontrôlées, urbanisation monstrueuse, corruption régnant à tous les niveaux de l'Etat. Il devient impossible de prévoir les dépenses et les recettes de l'Etat; des problèmes comme la crise du logement, ou l'embouteillage du port de Lagos, ainsi qu'une vague de scandales accentuent un mécontentement populaire dangereux pour la classe dirigeante.

C'est alors que le général Murtala Mohamed (remplacé par Obasanjo après son assassinat en 1976) prend le pouvoir. Il représente une fraction de l'armée, soucieuse d'assurer le développement économique, de mieux gérer les revenus du pétrole et de maintenir l'ordre. Il s'agit pour elle de lutter contre la corruption et de réorganiser le pays afin d'éviter de nouveaux affrontements. Le nouveau régime prévoit en outre l'instauration d'une démocratie de type parlementaire : des élections ont été organisées l'année dernière et une Constitution de type présidentiel américain doit être ratifiée d'ici octobre 78.

DES PROJETS AMBITIEUX

La nouvelle classe diri-

geante doit affronter les problèmes économiques d'un pays africain en même temps que ceux d'un grand producteur de pétrole. Il s'agit pour elle de profiter des revenus du pétrole pour tenter de développer l'industrialisation du pays, sans perdre de vue les problèmes d'une agriculture négligée du fait d'un boom économique anarchique.

Membre de l'OPEP, le Nigéria en a appliqué les grandes décisions concernant les tarifs et la politique à adopter face aux compagnies. La constitution d'un organisme d'Etat (la NNPC) pour gérer les participations des huit sociétés étrangères opérant au Nigéria, a permis à l'Etat d'exercer un contrôle sur l'exploitation des ressources pétrolières.

L'Etat nigérian a également exigé l'implantation de raffineries sur son terri-

NIGERIA : UN TEST POUR LA POLITIQUE AFRICAINE DE CARTER

nières années, des métaux rares (colombite, dolomite) et du charbon. Dans le domaine de l'énergie, le gouvernement prévoit la construction de centrales thermiques utilisant le charbon nigérian, des barrages hydro-électriques. Il a commandé à la RFA une centrale nucléaire de 500 Mégawatts.

Le plan prévoit également une modernisation des routes, des chemins de fer, des télécommunications, le développement de l'équipement des ports actuellement embouteillés (leurs capacités d'accueil devraient passer de 10 à 20 millions de tonnes). Autant de marchés que se disputent à présent les impérialistes (USA, URSS, Grande-Bretagne, France, Japon, etc.).

UN RÔLE PRÉPONDERANT EN AFRIQUE

De par son poids démographique et économique dans le continent, par la position qu'il a acquise dans les instances internationales et du Tiers-Monde, par

sa puissance militaire (son armée est la plus forte d'Afrique noire), le Nigéria joue un rôle de premier plan sur le continent africain.

C'est d'abord, dans le domaine économique que le Nigéria a développé des relations avec les pays africains, particulièrement ceux, voisins, de l'Afrique de l'Ouest : signature d'accords de coopération avec le Niger, la Mauritanie, le Tchad, contrats de vente de brut et collaboration pour le raffinage avec le Togo, le Sénégal et la Côte d'Ivoire. De plus, il est le centre du plus grand

ensemble économique africain, la CEDEAO (communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest) : ce regroupement créé en 1975 est le premier qui dépasse les solidarités et les associations issues de l'époque coloniale, il regroupe quinze pays issus des colonisations anglaises, françaises et portugaises.

En tant que producteur de pétrole, le Nigéria a appliqué les décisions de l'OPEP d'aider les pays victimes de la sécheresse. Il a créé à cet effet, en février 1976, un fonds spécial. Ce fonds, 80 millions de dollars, géré par la Banque africaine de développement, accorde à ces pays des prêts de vingt-cinq ans, destinés à financer des projets de développement.

Mais l'influence politique du Nigéria dépasse largement l'Afrique de l'Ouest. Il est intervenu dans tous les conflits de ces dernières années entre Etats africains pour proposer sa médiation. C'est ainsi que, dès le début de la guerre du Shaba en mars 1977, le Nigéria offrait ses «bons offices» pour organiser des négociations entre le Zaïre et l'Angola. A la même époque, le général Obasanjo organisait une rencontre entre les chefs d'Etat du Bénin et du Togo, alors qu'une menace de conflit existait après l'agression contre le Bénin. Le Nigéria a également participé à la commission d'enquête africaine sur cette agression. Il a joué un rôle dans les tentatives de médiations africaines entre l'Ethiopie et la Somalie. D'autre part, le Nigéria a pris des positions très fermes au sein de l'O.U.A. et dans les instances internationales pour la lutte contre les régimes racistes d'Afrique Australe. Porte-parole de l'Afrique, il a réclamé à l'ONU, l'application de l'embargo sur les armes et des sanctions économiques contre les régimes racistes. Il a déjà pris lui-même des mesures contre les multinationales qui ont investi en Afrique du Sud (contre la Barclays Bank il a retiré des fonds qu'il y avait déposés). Dans le cadre du fonds de l'OUA, il a accordé une aide financière aux mouvements de libération ainsi qu'au Mozambique pour compenser les conséquences des agressions de Smith.

Pour toutes ces raisons, le Nigéria pourrait jouer un rôle de charnière à l'égard des plans américains de règlement en Afrique Australe. Carter veut en effet éviter l'aggravation des conflits qui pourraient être le prétexte à une nouvelle intervention soviéto-cubai-

ne. Mais il ne veut pas intervenir ouvertement, et l'utilisation du Nigéria, espère-t-il cadrerait bien avec son désir de «s'appuyer sur le nationalisme africain» pour éviter la confrontation. C'est ainsi que, dans le cadre du plan anglo-américain, il a été question que des troupes du Nigéria participent au maintien de l'ordre au Zimbabwe, en tant que forces de l'O.U.A. ou de l'ONU.

CARTER N'EST PAS SEUL À S'INTÉRESSER AU NIGERIA

Si Carter souligne l'importance économique et politique du Nigéria, les autres impérialistes ne s'en désintéressent pas non plus. La Grande-Bretagne tente de défendre la position d'ancienne puissance coloniale qu'elle y occupait et qui a été battue en brèche. La France a gagné des marchés dans le domaine de l'automobile et des travaux publics. De Guirringaud a essayé d'aller plus loin dans son voyage de début mars. Le Japon quant à lui fait une percée, comme partout en Afrique : il entreprend ici la construction de raffineries.

L'URSS, qui a soutenu la fédération nigérienne au moment de la guerre du Biafra, a gardé une influence dans l'armée. Elle semble y avoir conservé le monopole de la formation militaire et des fournitures d'armes. De plus, c'est aux Soviétiques que le Nigéria a fait appel pour la construction du complexe sidérurgique d'Ajokuta. Cependant, ce projet traîne depuis 1971, et récemment l'attitude de l'URSS au sujet de cette aciérie a été vivement critiquée au Nigéria : l'«incapacité» de l'URSS a été mise en cause. Cela peut signifier aussi un refus des conditions que les Soviétiques veulent imposer.

PAS UN INSTRUMENT

La politique de Carter a marqué une certaine rupture avec celle de Nixon et de Kissinger : celui-ci, par exemple, méprisait tellement l'Afrique qu'il ne

recevait les ambassadeurs des pays africains qu'en groupe ! La nouvelle administration, soucieuse de créer des liens plus profonds avec les régimes africains, multiplie les «égards». Alors que Kissinger, il y a deux ans, prétendait, en faisant le forcing, imposer un plan préfabriqué grâce à une rapide tournée en Afrique Australe, le plan anglo-américain pour le Zimbabwe a été accompagné de toute une série de consultations de la Tanzanie, du Mozambique, du Nigéria et d'autres pays.

Dès février 1977, Carter envoyait Young, son ambassadeur à l'ONU, au Nigéria. Young soulignait alors qu'aucun problème en Afrique ne peut être réglé sans le Nigéria. Tout l'infléchissement de la politique américaine vis-à-vis de l'Afrique du Sud, l'année dernière, était dans une certaine mesure une réponse aux injonctions du Nigéria qui demandait aux USA de conformer leurs actes à leurs paroles.

Peu de temps avant la visite du président nigérian, le secrétaire US aux Affaires africaines, Schaufele allait jusqu'à déclarer que les Etats-Unis devaient se rapprocher du Nigéria parce que de toute façon, c'était «plus logique» du point de vue des affaires, ceci étant donné que le Nigéria verrait son PNB dépasser celui de l'Afrique du Sud et qu'il deviendrait le premier partenaire africain des USA !

Au cours de sa visite, l'année dernière, Obasanjo avait pris acte des changements de la politique américaine. Il avait pris Carter au mot en soulignant : «L'Afrique est le lieu du monde où les droits de l'homme subissent le plus grave assaut». Il avait également déclaré : «Nous croyons qu'une lutte de libération armée lancée par les opprimés est justifiable et vouée au succès. C'est un engagement que nous, en Afrique, avons le devoir de soutenir».

En effet, en ce qui concerne le Zimbabwe, le Nigéria soutient le Front Patriotique et a condamné le règlement interne de Smith, alors que Carter propose un «élargissement» de celui-ci. La classe dirigeante nigérienne est trop engagée vis-à-vis du peuple du Nigéria et de l'opinion publique africaine pour participer à une solution néo-coloniale. En fait, si le Nigéria est un interlocuteur important des USA, il ne sera sans doute pas pour autant l'instrument de sa politique africaine.

Jean-Pierre CHAMPAGNY